

SEPTIÈME CONGRÈS TRIENNAL
DE L'ASSOCIATION BELGE FRANCOPHONE DE SCIENCE POLITIQUE
« L'État face à ses transformations »

Mons, 3-4 avril 2017



A B S P

Association **B**elge francophone de **S**cience **P**olitique

UCL-Mons & UMONS

Avec le soutien de:



Wallonie

Avec le soutien de la Wallonie



Europe de l'Ouest



Table des matières

Mot de bienvenue.....	5
Comité organisateur et comité scientifique	6
Plans des campus	8
Programme général du Congrès.....	9
Sections thématiques et locaux	11
Sections thématiques détaillées	14
S01 Saisir l'action publique au 21 ^{ème} siècle : acteurs et instruments de la décision	14
S02 Instruments, luttes d'acteurs et jeux de pouvoir dans la gouvernance des finances publiques	15
S03 Le rôle des partis populistes en démocratie.....	17
S04 Les citoyens face aux innovations démocratiques / Citizens towards democratic innovations	19
S05 Comment innover dans l'analyse des élections ? Les transformations récentes dans les études électorales.....	20
S06 Face à l'État : choisir, gérer, contester.....	22
S07 Penser l'Europe : formes de connaissances et transformations de l'espace politique européen.....	24
S08 Mettre en œuvre l'action publique européenne loin de Bruxelles. Enjeux politiques et organisationnels au niveau infranational	26
S09 Les fédéralismes centrifuges et défaillants	28
S10 La région, un territoire renouvelé de l'action publique et de l'activité politique ?.....	30
S11 Élargir sa boîte à outils méthodologiques : quels avantages, quelles difficultés ?	32
S12 Radicalisme et radicalisation violente : conceptualisations et usages politiques	34
S13 Politiques socio-économiques et conflits de référentiels d'action publique	35
S14 État social, droit du travail et relations professionnelles : quelles reconfigurations en Europe ?.....	37
S15 L'État en toutes (inter)dépendances.....	39
S16 La production des savoirs en Relations internationales ou comment comprendre les transformations de l'État à l'international	42
S17 Souveraineté(s), souverainisme(s) : vers de nouvelles dynamiques (post)nationales ?	43
S18 Trajectoires et transformations des États dits « faillis »	45
S19 L'État en Afrique francophone : légitimation et fabrique des politiques publiques	46
S20 Les contrôleur·e·s de l'administration publique et leurs pratiques.....	48
S21 La transformation du gouvernement des langues en Europe.....	50
S22 La souveraineté des États face à la communauté internationale dans l'histoire des idées politiques	52
S23 Transformations de l'État, transformations de la citoyenneté.....	53
S24 Gouvernance en réseaux, gouverner les réseaux.....	55

S25 Aider pour changer l’Autre ou changer pour aider l’Autre ? Transformations des interventions internationales dans les contextes de fragilité	56
S26 L’État face aux crises et la crise de l’État	57
S27 Bruxelles : une capitale ingouvernée et ingouvernable ?	58
S28 Autonomie, coordination et efficacité au sein de l'action publique	60
S29 L’État face à ses transformations et enjeux électoraux en Afrique	61
S30 L’État face à ses transformations et action publique au 21^{ème} siècle.....	62
S31 L’État face à ses transformations et dynamiques démocratiques	63
Tribune jeunes chercheurs	64

Mot de bienvenue

Cher·e·s participant·e·s au Congrès de l'ABSP,

En 1996-1997, était créée l'Association belge francophone de science politique (ABSP). Portée par plusieurs chercheur·e·s issus d'institutions diverses, l'objectif était de fédérer des chercheur·e·s en science politique afin de les amener à coopérer davantage dans les différents champs qui structurent la discipline. Cet objectif a rencontré un réel succès, comme le démontre l'accroissement constant du nombre d'étudiant·e·s en science politique en Belgique francophone. Cette dynamique positive en termes d'enseignement se retrouve également en matière de recherche avec la création et la restructuration de groupes de travail – 12 au total – qui sont au cœur de l'Association et contribuent à son dynamisme.

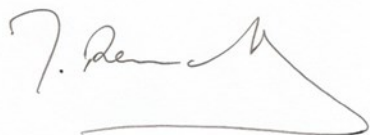
Depuis la création de l'ABSP, l'État a connu de véritables métamorphoses et le septième Congrès triennal de l'ABSP propose de s'y plonger. Ces transformations de l'État se traduisent notamment par une multiplication des acteurs prenant part au processus de fabrique des politiques publiques ainsi que par un transfert de pouvoir et de souveraineté. Si, d'une part, ce sont les évolutions de l'État et de son fonctionnement à l'heure actuelle qui vont être abordées, d'autre part, les conséquences de ces transformations dans son fond comme dans sa forme ainsi que les réactions des citoyens face à celles-ci vont également être au cœur des échanges.

Avec cette vaste thématique, le septième Congrès de l'ABSP, rencontre un succès inédit, comme en témoignent ses 31 sections thématiques proposant plus de 250 communications. Nous souhaitons chaleureusement remercier les responsables de section thématique pour leur investissement dans la gestion et l'organisation de celles-ci, ainsi que l'ensemble des participants pour l'enthousiasme manifesté en vue de ce Congrès.

Ces 3 et 4 avril 2017, c'est la ville de Mons – capitale européenne de la culture en 2015 – qui accueille le Congrès de l'ABSP. Nous remercions l'UCL-Mons ainsi que l'UMONS de nous avoir accordé toutes facilités concourant au bon déroulement du Congrès. Nos remerciements s'adressent ensuite à l'ensemble des organismes ou responsables politiques ayant accepté de soutenir financièrement ou logistiquement l'organisation de cet événement. Enfin, nous exprimons toute notre gratitude aux membres du comité organisateur ainsi qu'aux collègues ayant œuvré, et leur rôle est grand, à la réussite de ce septième Congrès triennal.

Min Reuchamps

Président de l'ABSP



Benjamin Biard

Coordinateur du Congrès



Comité organisateur

Pierre Baudewyns, UCL

John Pitseys, CRISP

Benjamin Biard (coord.), UCL-Mons

Min Reuchamps, UCL

Maximilien Cogels, UCL

Audrey Vandeleene, Lund University

Rosetta Collura, UCL-Mons

Émilie van Haute, ULB

Serge Deruette, UMONS

Virginie Van Ingelgom, UCL

Jérémy Dodeigne, UCL/ULg

Caroline Van Wynsberghe, UCL

Jean Faniel, CRISP

Pierre Vercauteren, UCL-Mons

Comité scientifique

Représentant·e·s des universités belges francophones et du CRISP :

Benjamin Biard (coord.), UCL-Mons

Laurent de Briey, UNamur

Serge Deruette, UMONS

Jean Faniel, CRISP

Geoffroy Matagne, ULg

Amandine Orsini, USL-B

Min Reuchamps, UCL

Émilie van Haute, ULB

Pierre Vercauteren, UCL-Mons

Représentant·e·s des Associations-sœurs :

Yves Déloye, AFSP (Association française de science politique)

Kris Deschouwer, Member of the Executive Committee of the ECPR (European Consortium for Political Research)

Anna Kern, VPW (Vereniging voor Politieke Wetenschappen)

Hatem M'Rad, IPSA (International Political Science Association)

Philippe Poirier, LuxPol (Association de science politique du Luxembourg)

Nos jobistes sont là si vous avez besoin d'aide

Sophie Devillers	+32465508203
Bastien Fievet	+32472369457
Larissa Hendrickx	+32474334020
Thomas Legein	+32497769286
Maximilien Plancq	+32475975972

Accès

UCL-Mons (lundi 3 avril)

Via l'E19-E42, sens Bruxelles-Paris

1. Sortie Mons-Est.
2. Suivre la bretelle de sortie, direction Havré (on passe au-dessus du canal).
3. Au stop, prendre à droite direction Mons (chaussée du Roeulx); traversée du bois d'Havré puis entrée dans l'agglomération.
4. Après 2-3 km, sur la gauche, point de repère : magasin Super Delhaize.
5. Prendre la première à gauche après le Delhaize (il y a un vidéo shop sur le coin) : chemin des Mourdreux. L'entrée principale de l'UCL Mons se trouve en haut de cette rue, à main gauche.

Via l'E19-E42, sens Paris-Bruxelles

1. Sortie 24 (Ghlin) en direction de Mons.
2. Après le pont au-dessus du chemin de fer, prendre la direction "Ring", vers la droite (périphérique).
3. Sur le périphérique, sortie « Binche ».
4. Prendre vers la droite au feu (direction Binche, Beaumont).
5. En haut de la côte de la chaussée de Binche (± 1 km), prendre à gauche au feu, puis directement à droite (entrée principale de l'UCL Mons).

Gare de Mons: Le campus universitaire de l'UCL Mons est situé à 2 Km du centre ville. Des bus assurent une liaison régulière entre le campus, le centre ville et la gare. Trois lignes principales desservent le campus : ligne 22 (Mons-Binche), ligne 18 (Mons-St-Denis), ligne 82 (Mons-Trazegnies).

L'ABSP a prévu des navettes gratuites pour les participants au Congrès. Celles-ci partiront de la gare de Mons (juste en face de la gare provisoire) aux heures suivantes: 08h00; 08h15; 08h30; 08h45; 09h00; 09h15 et 09h30. Ces navettes (sur lesquelles le logo de l'ABSP sera affiché) effectueront aussi des arrêts devant l'hôtel du Lido et sur la Grand Place (devant l'hôtel de ville). Elles s'arrêteront directement sur le parking du campus de l'UCL-Mons.

Le soir, des navettes gratuites quitteront le campus de l'UCL-Mons à 18h30 vers la Grand-Place de Mons (où se tiendra le cocktail, ainsi que le dîner).

Parking: Sur le campus, un vaste parking gratuit de plus de 200 places est mis à la disposition.

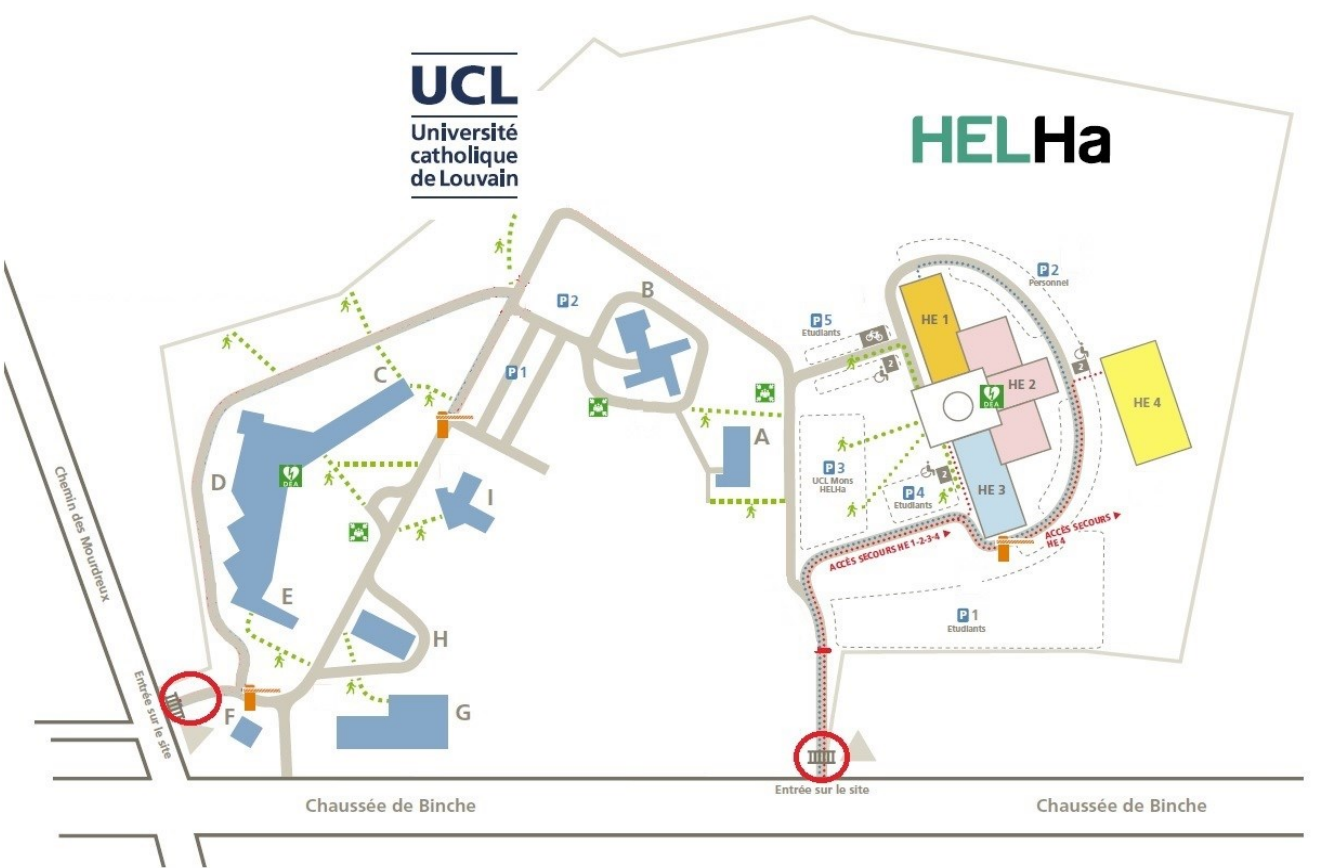
UMONS— 17, place Warocqué (mardi 4 avril)

Autoroute Partis-Bruxelles (E19-E42) : sortie 24

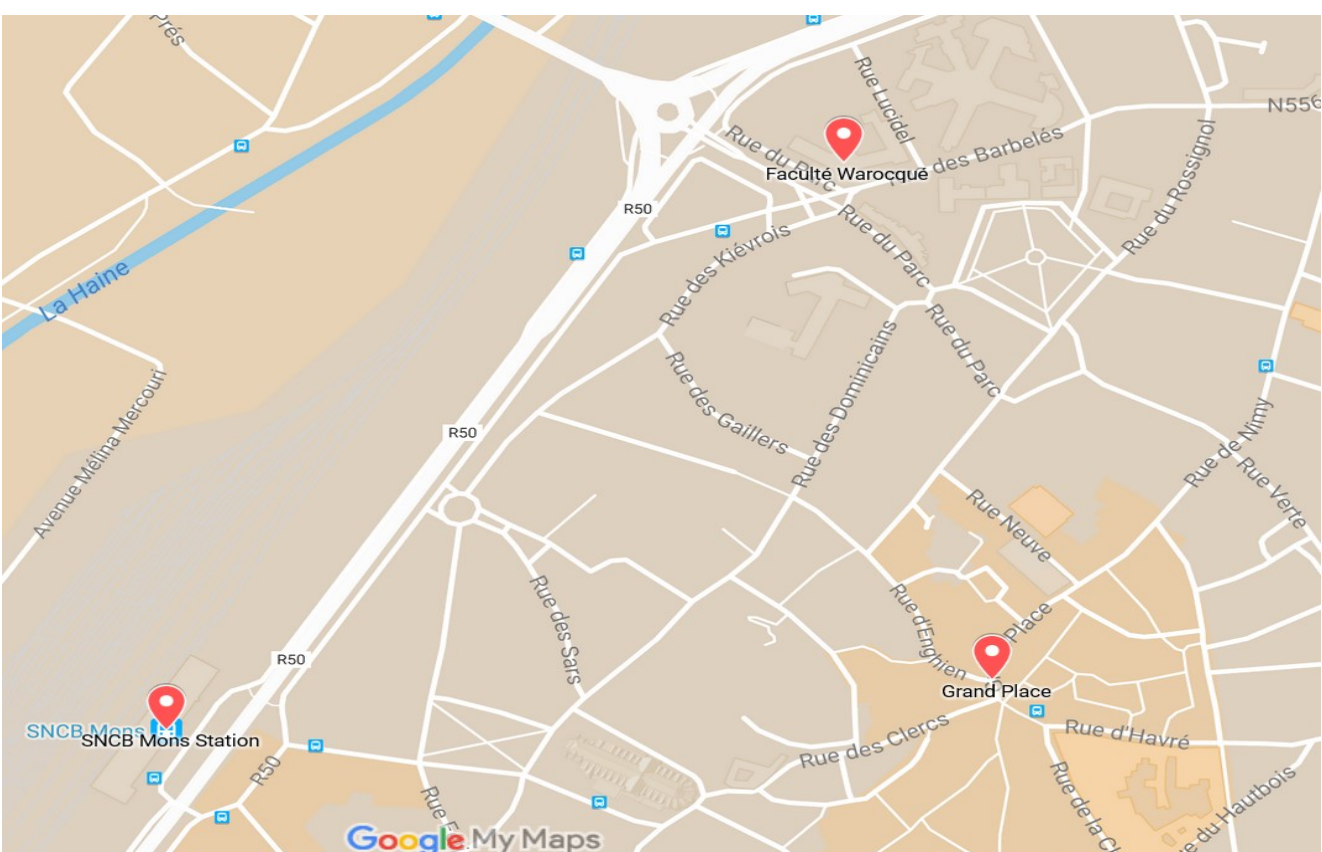
Gare de Mons : le Campus se trouve à 10 minutes à pied (carte en page 8)

Parking: entrée par la rue Lucidel

Carte campus UCL-Mons (Lundi 3 avril)



Localisation bâtiment Warocqué-UMONS (Mardi 4 avril)



Programme général du Congrès

La structure du Congrès repose sur l'articulation entre des séances plénières et des sections thématiques. Chaque section thématique est composée de un à trois panels. Un panel correspond à une séance de travail de 2h30 lors de laquelle sont présentées et discutées quatre à cinq communications. L'organisation interne de chaque panel est laissée à l'appréciation des coordinateurs de chaque section thématique.

Lundi 3 avril 2017 (UCL-Mons)

8h30	Accueil des participant·e·s	<i>Hall – Bâtiment D</i>
9h30	Ouverture du Congrès par le Vice-recteur en Hainaut de l'Université catholique de Louvain, le Vice-recteur au développement institutionnel et régional de l'UMONS, le Président et la Vice-présidente de l'ABSP	<i>Hall – Bâtiment D</i>
10h00	Première session de panels	<i>Locaux en page 10</i>
12h30	Déjeuner et présentation des posters « jeunes chercheur·e·s »	<i>Hall – Bâtiment D</i>
14h00	Deuxième session de panels	<i>Locaux en page 11</i>
16h30	Pause-café	<i>Hall – Bâtiment D</i>
17h00	Séance plénière « L'État face à ses transformations », animée par Thomas Gadisseux, journaliste à la RTBF, en présence de mandataires politiques	<i>Auditoire A2</i>
18h30	Navette vers l'hôtel de ville de Mons***	<i>Parking P1</i>
19h00	Remise des prix ABSP et réception	<i>Hôtel de ville de Mons</i>
20h30	Dîner du Congrès**	<i>Restaurant Mezzo dans le DREAM**</i>

* Uniquement sur inscription préalable au moment de l'inscription au Congrès

** Rue de la grande triperie, 17. Attention, le parking est très limité !

*** Deux bus de 60p partiront du parking du campus UCL/HELHA à 18h30 : les jobistes vous guideront vers les bus. L'arrêt (unique) s'effectuera sur la Grand Place.

Mardi 4 avril 2017 (Bâtiment Warocqué - UMONS)

8h30	Accueil des participant-e-s	<i>Hall – Bâtiment Warocqué</i>
9h30	Troisième session de panels	<i>Locaux en page 12</i>
12h00	Séance plénière « L'ABSP : 20 ans de science politique en Belgique francophone », animée par le président et la vice-présidente de l'ABSP. En présence de: • Kris Deschouwer, membre du Comité exécutif du European Consortium for Political Research (ECPR) et ancien président de la Vereniging voor Politieke Wetenschappen (VPW) • Hatem M'Rad, représentant de l'Association internationale de science politique (AISP) • Sean Mueller, représentant de l'Association suisse de science politique (ASSP) • Philippe Poirier, président de l'Association luxembourgeoise de science politique (LuxPol) • Nicolas Sauger, secrétaire général de l'Association française de science politique (AFSP) • Marleen Brans, représentante de l'Action COST « Professionalization and Social Impact of European Political Science » (PROSEPS)	<i>Salle académique - 1^{er} étage</i>
13h00	Déjeuner	<i>Hall – Bâtiment</i>
14h00	Présentation des nouveaux ouvrages de la collection « Science politique » de l'ABSP, animée par Pierre Vercauteren, directeur de la collection « Science politique », et Virginie Van Ingelgom, en charge de sa promotion	<i>Salle académique - 1^{er} étage</i>
15h00	Tribune « jeunes chercheurs » organisée par l'École doctorale thématique en sciences politiques et l'ABSP	<i>W203 – 2^e étage</i> <i>W204 – 2^e étage</i> <i>W216 – 2^e étage</i> <i>W218 – 2^e étage</i> <i>W220 – 2^e étage</i>
17h00	Fin du Congrès	

Sections thématiques et locaux

Première session de panels – Lundi 3 avril, 10h-12h30 (UCL-Mons)

S03	1/3	Le rôle des partis populistes en démocratie	21 (bât.D - 2 ^e étage)
S05	1/2	Comment innover dans l'analyse des élections ? Les transformations récentes dans les études électorales	13 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S06	1/3	Face à l'État : choisir, gérer, contester	15 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S07	1/3	Penser l'Europe : formes de connaissances et transformations de l'espace politique européen.	23 (bât.D - 2 ^e étage)
S08	1/2	Mettre en œuvre l'action publique européenne loin de Bruxelles. Enjeux organisationnels et politiques à l'échelon infranational	22 (bât.D - 2 ^e étage)
S09	1/2	Les Fédéralismes centrifuges et défaillants	Salle de réunion n°2 (bât.A - 3 ^e étage)
S12	1/2	Radicalisme et radicalisation violente : conceptualisations et usages politiques	Local 204 (bât.I - 3 ^e étage)
S13	Panel unique	Politiques socio-économiques et conflits de référentiels d'action publique	Local 205 (bât.I - 3 ^e étage)
S14	1/3	État social, droit du travail et relations professionnelles : quelles reconfigurations en Europe ?	14 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S15	1/3	L'État en toute (inter)dépendances	18 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S17	1/2	Souveraineté(s), souverainisme(s) : vers de nouvelles dynamiques (post) nationales ?	24 (bât.D - 2 ^e étage)
S19	1/3	L'État en Afrique francophone : légitimation et fabrique des politiques publiques	17 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S23	1/3	Transformations de l'État, transformations de la citoyenneté	25 (bât.D - 2 ^e étage)
S25	Panel unique	Aider pour changer l'Autre ou changer pour aider l'Autre ? Transformations des interventions internationales dans les contextes de fragilité	12 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S26	Panel unique	L'État face aux crises et la crise de l'État	Local 206 (bât.I - 3 ^e étage)
S27	1/2	Bruxelles : une capitale ingouvernée et ingouvernable ?	Salle de réunion n°1 (bât.A - 3 ^e étage)
S28	Panel unique	Autonomie, coordination et efficacité au sein de l'action publique	11 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S30	Panel Unique	L'État face à ses transformations et action publique au 21 ^{ème} siècle	Salle de réunion n°3 (bât.A - RDC)
S31	1/2	L'État face à ses transformations et dynamiques démocratiques	19 (bât.D - 1 ^{er} étage)

Deuxième session de panels – Lundi 3 avril, 14h-16h30 (UCL-Mons)

S02	1/2	Instruments, luttes d'acteurs et jeux de pouvoir dans la gouvernance des finances publiques	Local 206 (bât.I - 3 ^e étage)
S03	2/3	Le rôle des partis populistes en démocratie	21 (bât.D - 2 ^e étage)
S04	Panel unique	Les citoyens face aux innovations démocratiques	Local 205 (bât.I - 3 ^e étage)
S05	2/2	Comment innover dans l'analyse des élections ? Les transformations récentes dans les études électorales	13 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S06	2/3	Face à l'État : choisir, gérer, contester	15 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S07	2/3	Penser l'Europe : formes de connaissances et transformations de l'espace politique européen.	23 (bât.D - 2 ^e étage)
S08	2/2	Mettre en œuvre l'action publique européenne loin de Bruxelles. Enjeux organisationnels et politiques à l'échelon infranational	22 (bât.D - 2 ^e étage)
S09	1/2	Fédéralismes centrifuges et défaillants	Salle de réunion n° 2 (bât.A - 3 ^e étage)
S10	1/2	La région un territoire renouvelé de l'action publique et de l'activité politique ?	11 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S11	1/2	Élargir sa boîte à outils méthodologiques : quels avantages, quelles difficultés ?	19 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S12	2/2	Radicalisme et radicalisation violente : conceptualisations et usages politiques	Local 204 (bât.I - 3 ^e étage)
S14	2/3	État social, droit du travail et relations professionnelles : quelles reconfigurations en Europe ?	14 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S15	2/3	L'État en toute (inter)dépendances	18 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S16	Panel Unique	La production des savoirs en Relations Internationales ou comment ou comment comprendre les transformations de l'État à l'international	Salle de réunion n° 4 (bât.B - 2 ^e étage)
S17	2/2	Souveraineté(s), souverainisme(s) : vers de nouvelles dynamiques (post)nationales ?	24 (bât.D - 2 ^e étage)
S18	Panel Unique	Trajectoires et transformations des États dits « faillis »	Auditoire A4 (bât.D - 3 ^e palier, RDC)
S19	2/3	L'État en Afrique francophone : légitimation et fabrique des politiques publiques	17 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S20	1/2	Les contrôleur·e·s de l'administration publique	Local 207 (bât.I - 3 ^e étage)
S21	1/2	La transformation du gouvernement des langues en Europe et dans le monde	12 (bât.D - 1 ^{er} étage)
S23	2/3	Transformations de l'État, transformations de la citoyenneté	25 (bât.D - 2 ^e étage)
S27	2/2	Bruxelles : une capitale ingouvernée et ingouvernable ?	Salle de réunion n° 1 (bât.A - 3 ^e étage)
S29	Panel unique	L'État face à ses transformations et enjeux électoraux en Afrique	Salle de réunion n° 3 (bât.A - RDC)

Troisième session de panels – Mardi 4 avril, 9h30-12h (UMONS)

S01	Panel unique	Saisir l'action publique au 21 ^{ième} siècle : acteurs et instruments de la décision	W220 - 2 ^e étage
S02	2/2	Instruments, luttes d'acteurs et jeux de pouvoir dans la gouvernance des finances publiques	W110-111 - 1 ^{er} étage
S03	3/3	Le rôle des partis populistes en démocratie	236L - 2 ^e étage
S06	3/3	Face à l'État : choisir, gérer, contester	Academic Lounge
S07	3/3	Penser l'Europe : formes de connaissances et transformations de l'espace politique européen.	112 - 1 ^{er} étage
S10	2/2	La région un territoire renouvelé de l'action publique et de l'activité politique ?	W228 - 2 ^e étage
S11	2/2	Élargir sa boîte à outils méthodologiques : quels avantages, quelles difficultés?	W204 - 2 ^e étage
S14	3/3	État social, droit du travail et relations professionnelles : quelles re-configurations en Europe ?	W224 - 2 ^e étage
S15	3/3	L'État en toute (inter)dépendances	211 - 2 ^e étage
S19	3/3	L'État en Afrique francophone : légitimation et fabrique des politiques publiques	W218 - 2 ^e étage
S20	2/2	Les contrôleur·e·s de l'administration publique	Salle des Conseils - Rez-de-chaussée
S21	2/2	La transformation du gouvernement des langues en Europe et dans le monde	W216 - 2 ^e étage
S22	Panel Unique	La souveraineté des États face à la communauté internationale dans l'histoire des idées politiques	W222 - 2 ^e étage
S23	3/3	Transformations de l'État, transformations de la citoyenneté	W203 - 2 ^e étage
S24	Panel Unique	Gouvernance en réseaux, gouverner les réseaux	104 - 1 ^{er} étage
S31	2/2	L'État face à ses transformations et dynamiques démocratiques	W226 - 2 ^e étage

S01 - Saisir l'action publique au 21^{ème} siècle : acteurs et instruments de la décision (GT Action Publique)

Organisateur·trice·s: Perin, Emmanuelle (UCL); Piron, Damien (ULg); Sacco, Muriel (ULB/UMONS); Schiffino, Nathalie (UCL-Mons)

Résumé

Dans nos sociétés occidentales, l'État et ses institutions ont été marqués par des changements majeurs depuis plusieurs décennies (King et Le Galès, 2011). La globalisation des marchés, la construction européenne ainsi que le développement de mouvements régionalistes ont lourdement affecté les circuits de la décision politique (Keating, 2013). Ces évolutions ont été caractérisées par un transfert croissant du pouvoir de décision à des agences spécialisées indépendantes, une multiplication d'acteurs sans mandat démocratique impliqués dans la décision ainsi qu'une décentralisation croissante du pouvoir au profit d'autorités supranationales ou sub-nationales (Grande, 2015). Les espaces fonctionnels et politiques de l'autorité tendent à être scindés et la logique de la négociation entre les différents détenteurs de l'autorité devient dominante au détriment de la démocratie représentative traditionnelle (Lijphart 2012). Concomitamment au déplacement horizontal et vertical des lieux de décision, de nouveaux instruments et de nouveaux modes de régulation ont émergé (Halpern et Le Galès, 2011).

Ces évolutions ont contribué à une illisibilité croissante du fonctionnement des États. S'interroger sur qui gouverne ? (Dahl, 1961), qui décide ou ne décide pas (Dye, 1972), et comment on gouverne ? (Lascombes et Le Galès, 2004) devient d'autant plus complexe à saisir. L'analyse des politiques publiques a développé des outils de décryptage afin d'appréhender ces changements. Les changements en cours ont obligé les chercheurs à imaginer d'autres cadres d'analyse afin de saisir la décision dans ses transformations. La section thématique interroge ces nouveaux cadres d'analyse et, entre autres, la « gouvernance multi-niveaux » (Hooghe & Marks, 2001) « la gouvernance en réseau » (Sørensen et Torfing, 2007), ou encore les « nouveaux modes de gouvernance » (Treib et al., 2007). Quel est leur apport ? Et quels sont les risques de confusion possible entre les approches ? Quels outils analytiques nous permettent de saisir les changements de la décision et la manière dont ils l'affectent ? La ST accueillera les contributions qui apportent une réflexion tant théorique que méthodologique sur l'étude de la décision contemporaine sous l'angle

Panel unique - Mardi 4 avril, 9h30-12h - W220

Président·e: Emmanuelle Perin

Auteur·e·s	Titre
Lhommeau, Lev; Aubin, David	L'utilisation des avis par les conseillers de cabinets ministériels en Belgique / <i>Discutant·e:</i> Thierry Delpeuch
Delpeuch, Thierry	Le processus de diffusion et d'appropriation des nouveaux outils d'aide à la décision dans les forces de police : le rôle des communautés cognitives / <i>Dis-</i> <i>cutant·e:</i> Catherine Fallon et Nathan Charlier
Fallon, Catherine; Charlier, Nathan	Les reconfigurations de l'État entre ancrage local et aspirations internationales : une analyse comparée des dispositifs de transformation des universités en Belgique / <i>Discutant·e:</i> Ariane Gally
Gally, Ariane	Les mutations de la gestion des mobilités aux États-Unis : instruments, idées et pratiques / <i>Discutant·e:</i> David Aubin et Lev Lhommeau
Pesle, Manon	Saisir le processus décisionnel à l'aune de la mise en œuvre : le pouvoir des
Kouraogo, Patrice	Approche sociologique du lobbying traditionnel et religieux au Burkina Faso / <i>Discutant·e:</i> Manon Pesle

S02 - Instruments, luttes d'acteurs et jeux de pouvoir dans la gouvernance des finances publiques (GT Action Publique)

Organisateur·trice·s: Fallon, Catherine (ULg); Piron, Damien (ULg); de Visscher, Christian (UCL)

Résumé

Au cours des dernières années, les sciences politiques et sociales ont progressivement réinvesti l'analyse des dispositifs de gestion des finances publiques, autrefois largement dominée par les économistes. La crise de la zone euro et les soubresauts de la gouvernance budgétaire européenne ont ainsi inspiré de nombreux questionnements sur les dynamiques de problématisation à l'œuvre (Morales et al., 2012 ; Matthijs, 2016), la modification des rapports de force au sein de l'espace politique européen (Bauer & Becker, 2014 ; Savage & Verdun, 2016), ou encore la normativité de ce programme politique et de ses instruments (Dyson, 2014; Radice, 2014). Dans le même temps, les réformes des mécanismes de financement des collectivités régionales et locales adoptées dans différents États membres de l'Union européenne ont également nourri d'abondants débats dans la littérature (Le Lidec, 2011, Lowndes & Gardner, 2016).

Dans ce contexte, la présente section thématique invite à prolonger ces échanges par l'intermédiaire d'études empiriques organisées autour des questions suivantes : à quelles luttes d'acteurs les dispositifs de gestion des finances publiques donnent-ils naissance ? Quels effets ces derniers exercent-ils sur la distribution du pouvoir entre autorités publiques dans un environnement multi-niveaux ? Comment affectent-ils le partage des rôles et des ressources entre acteurs publics et privés ? Enfin, comment l'impératif contemporain de maîtrise des finances publiques se décline-t-il dans différentes politiques sectorielles (santé, éducation, recherche, etc.) ?

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – Local 206 (bât.I - 3^e étage)

Président·e: Damien Piron

Luttes d'acteurs autour de la construction des normes de finances publiques

Auteur·e·s	Titre
Dufour Quentin	Connaitre l'économie ou contrôler l'action publique. Comment Eurostat reconfigure la politique de production des comptes nationaux français.
Boudet, Jean-François	La surveillance statistique européenne des politiques financières nationales. Regards belgo-français
Husson, Jean-François	La gestion publique de la diversité religieuse en Belgique analysée au travers des instruments économiques de l'action publique
Yernault, Dimitri	Politique budgétaire vs. droits fondamentaux : le match juridique du siècle

Deuxième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W110-111

Président·e: Catherine Fallon

Effets des dispositifs de gestion des finances publiques

Auteur·e·s	Titre
Juven, Pierre-André ; Lemoine, Benjamin	Politique du faillible : la fragilisation financière du secteur public
Djouldem, Mohamed	Les luttes d'acteurs dans la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité locale. Le cas de la réforme de la taxe professionnelle en France
Schnabel, Johanna; Ruiz-Palmero, Christian; Braun, Dietmar	The Politics of Fiscal Consolidation in Federal States
Piron, Damien	« Faire plus avec moins » ? La politique belge de soins de santé aux per-

Organisateur·trice·s: Biard, Benjamin (UCL); Debras, François (Ulg); Jamin, Jérôme (Ulg)

Résumé

Dans un contexte caractérisé par une transformation de l'État contemporain, nombreux sont les partis populistes – de droite comme de gauche – à réaliser des performances électorales leur permettant d'accéder aux pouvoirs législatif et exécutif, du niveau local au niveau européen. L'avènement de partis dits populistes (ex. Podemos en Espagne, le Movimento 5 Stelle en Italie ou le Partij voor de Vrijheid aux Pays-Bas) et le renforcement de partis populistes plus établis (ex. le Front national français, l'Union démocratique du centre suisse ou le Freiheitliche Partei Österreichs autrichien) amènent de nombreux citoyens, décideurs publics et observateurs de la vie politique à se questionner quant au rôle qu'occupent et/ou devraient occuper ces « nouveaux partis » (Lucardie, 2000).

Certains chercheurs considèrent que les partis populistes constituent un danger pour l'état des démocraties. Selon Albertazzi & Mueller (2013), par exemple, ils sont une menace pour la démocratie libérale puisque, par essence, ils négligent les minorités et leurs droits. D'autres auteurs ont par contre défendu l'idée selon laquelle les partis populistes contribueraient à renforcer la démocratie, notamment en incluant des groupes jusqu'alors marginalisés dans les processus décisionnels (ex. Laclau, 2005). Les rapports qu'entretiennent les partis populistes avec la démocratie semblent donc ambigus au regard de la communauté scientifique.

Afin de renforcer les connaissances existantes à propos du phénomène populiste, cette section thématique – soutenue par le GT Démocratie de l'Association belge francophone de science politique (ABSP) – propose d'étudier le rapport qu'entretiennent les partis populistes avec la démocratie. Plus spécifiquement, cette section accueille des communications traitant de l'un des aspects (mais pas exclusivement) suivants :

1. Quelle est l'influence des partis populistes sur la fabrique des politiques publiques ? Comment ces partis tentent-ils d'influer sur les politiques publiques ?
2. De quelle manière les partis populistes développent-ils un répertoire d'action qui leur est (ou non) propre ?
3. Comment les partis traditionnels s'adaptent-ils à la présence de partis populistes au sein des arènes législatives et/ou exécutives ? Quelles stratégies adoptent-ils ?
4. Quelle est la légitimité des partis populistes au sein de leur scène politique respective ?
5. Comment évaluer l'efficacité des mesures adoptées en vue de limiter la croissance et/ou l'influence de certains types de partis populistes ?
6. De quelle manière le populisme et la démocratie parviennent-ils à coexister ?

Méthodologiquement, cette section thématique est ouverte à différents types de communications. Les analyses peuvent être quantitatives, qualitatives ou encore mixtes et peuvent être menées dans une perspective comparée ou plutôt porter sur des cas uniques. Nous espérons, au travers de cette section thématique, apporter des clés de compréhension du populisme, un concept souvent pointé comme étant flou mais qui n'est certainement pas vide de sens.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 21 (bât.D - 2^e étage)

Président·e: Jérôme Jamin

Auteur·e·s	Titre
Orban, Franck	Le lepéno-gaullisme : nouvel avatar du Front National ? / <i>Discutant: Petia Gueorguieva</i>
Dandoy, Regis; Biard, Benjamin	Les préférences démocratiques au sein des partis populistes de droite radicale : le cas du VB et du FN en Belgique / <i>Discutant: Christophe Bouillaud</i>
Debras, Francois	Démocratie et populisme ; un combat pour le peuple / <i>Discutant: Christophe Baticle</i>
Bonnaz, François	Usages pratiques et théoriques de l'initiative populaire en Suisse par l'Union démocratique du centre (UDC) / <i>Discutant: Benjamin Biard</i>

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 21 (bât.D - 2^e étage)

Président·e: Benjamin Biard

Auteur·e·s	Titre
Baticle, Christophe	Quand le populisme permet l'expression des inaudibles / <i>Discutant·e: Modestos Siotos</i>
Blanc-Noël, Nathalie	Populismes et démocratie dans les pays nordiques : Entre nostalgie et réinterprétation / <i>Discutant·e: Jérôme Jamin</i>
Gueorguieva, Petia	La « normalisation » de l'influence des partis de la droite radicale populiste en Bulgarie depuis 2009 / <i>Discutant·e: Arthur Groz</i>
Jamin, Jérôme	Le populisme aux États-Unis et la haine de Washington / <i>Discutant·e: Yves Boquet</i>

Deuxième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – 236L

Président·e: François Debras

Auteur·e·s	Titre
Bouillaud, Christophe	De la banalité de l'offre de politiques publiques de la part du M5S comme effet des impasses de la 11 ^{ème} République italienne (1993-2013) / <i>Discutant·e: François Bonnaz</i>
Siotos, Modestos	Entre populisme et marxisme-léninisme : le double discours de Syriza sur la question « du sujet social » / <i>Discutant·e: Nathalie Blanc-Noël</i>
Groz, Arthur	Podemos : un répertoire d'action collective réinventé ? / <i>Discutant·e: François Debras</i>
Boquet, Yves	Rodrigo Duterte et le populisme aux Philippines / <i>Discutant·e: Franck Orban</i>

Organisateur·trice·s: Jacquet, Vincent (UCL); Schiffino, Nathalie (UCL-Mons)

Résumé

Le modèle représentatif est sous tension de manière chronique (Manin, 1995 ; Rosanvallon 2006). Des indicateurs en sont la méfiance des citoyens envers les partis politiques ou le désenchantement par rapport aux élections (Dalton et Welzel 2014). Face à cette tendance lourde, des innovations démocratiques sont mises en places afin que les citoyens se réapproprient la délibération publique et la gestion de la communauté politique (Smith, 2009). L'innovation inclut les dispositifs institutionnalisés de participation (conférences de consensus, budgets participatifs), les instruments de démocraties directes (référendums comme au Royaume-Uni sur le maintien dans l'Union européenne), les mouvements contestataires (Mouvement des Indignés, Occupy Wall Street par exemple), mais aussi la digitalisation de la politique (Coleman et Freelon 2015).

Ces innovations démocratiques font l'objet d'une littérature importante en science politique traitant de leurs genèses, de leurs fonctionnements internes et de leurs impacts. Dans le cadre de cette ST, c'est d'une part la réaction des citoyens face aux innovations démocratiques et d'autre part l'avenir de la démocratie qui sont questionnés. Que les innovations soient initiées par des militants ou par les autorités publiques, elles entendent mobiliser un plus grand nombre de personnes et interroger le mode de fonctionnement des démocraties de demain. Quelles sont les réactions des citoyens face aux innovations ? Pourquoi certains les acceptent et d'autres les refusent ? Observe-t-on une (re)politisation des participants ? Les innovations modifient-elles l'attitude des citoyens envers les institutions de la démocratie représentative ? Comment la digitalisation de la politique et les interactions virtuelles modifient-elles le rapport des citoyens au politique ? L'e-démocratie transforme-t-elle l'engagement citoyen ? Plus largement, que pouvons-nous anticiper sur l'hybridation des modèles démocratiques contemporains ?

Panel unique – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – Local 205 (bât.I - 3^e étage)

Président·e·s: Vincent Jacquet et Nathalie Schiffino-Leclercq

Auteur·e·s	Titre
Paye, Olivier; Contamin, Jean-Gabriel; Pilet, Jean-Benoit; Leonard, Thomas; Soubiran, Thomas	Le pétitionnement en ligne, nouvelle modalité d'action citoyenne : le cas des pétitions sur le survol aérien de Bruxelles sur le site lapetition.be / <i>Discutant·e: Guillaume Petit et Christoph Niessen</i>
Courant, Dimitri	Penser le tirage au sort. Modes de sélection, cadres délibératifs et principes démocratiques / <i>Discutant·e: Josiane Tousse Djou</i>
Tousse Djou, Josiane	Essai d'analyse comparée des trajectoires divergentes d'appropriation citoyenne du budget participatif dans les communes camerounaises : Etude de cas dans le département du Mfoundi / <i>Discutant·e: Vincent Jacquet et Nathalie Schiffino-Leclercq</i>
Petit, Guillaume	Pour une sociologie de l'engagement participatif : la participation entre « pouvoir » et « vouloir » / <i>Discutant·e: Olivier Paye, Jean-Gabriel Contamin, Jean-Benoît Pilet, Thomas Leonard et Thomas Soubiran</i>
Renault Tinacci, Mathilde	Le budget participatif de la ville de Paris : repenser la place des associations dans les dispositifs de participation institutionnelle / <i>Discutant·e: Guillaume Petit</i>
Niessen, Christoph	Démocratie délibérative et stakeholders – Comprendre les positions d'acteurs associatifs, économiques et politiques sur un mini-public / <i>Discutant·e: Dimitri Courant</i>

S05 - Comment innover dans l'analyse des élections ?

Les transformations récentes dans les études électorales (*GT EPOP*)

Organisateur·trice·s: Baudewyns, Pierre (UCL); Dodeigne, Jérémy (UCL); van Haute, Emilie (ULB)

Résumé

L'accessibilité et la disponibilité toujours plus grande des données (big data), le développement systématique de bases de données comparées ainsi que les nouvelles techniques d'analyse ont été l'occasion pour différentes équipes de recherche de réfléchir à des manières d'innover et de renouveler notre compréhension des élections et des comportements électoraux. De ces exercices ont émergé le développement de nouvelles questions de recherche, l'intégration dans l'analyse du rôle de différents acteurs et outils liés aux cycles électoraux, et la diversification des méthodes de collecte et d'analyse de données électorales. Cette section thématique souhaite être le lieu de mise en commun de ces expériences et de discussion des résultats qui en ont été tirés, dans une perspective de réflexion et de préparation à la couverture des élections communales de 2018 et fédérales, régionales et européennes de 2019 en Belgique. Cette section thématique accueillera favorablement des propositions qui traitent des innovations récentes dans les études électorales, tant sur les plans empirique, théorique que méthodologique. Plus particulièrement, sur le plan théorique, la section thématique est ouverte aux propositions s'interrogeant sur l'effet de certains changements sur les comportements électoraux, que ce soit au niveau des différents acteurs impliqués dans les processus électoraux (citoyens, candidats, partis, ou encore les « médias »), ou sur le plan des outils utilisés par les différents acteurs dans le processus électoral (nouvelles techniques de campagne, place des réseaux sociaux, développement des plateformes de voting advices applications, réformes de modalités dans les règles électorales, etc.).

Cette section thématique se veut aussi ouverte aux nouvelles méthodes utilisées dans la collecte de données (enquêtes « classiques » en face-à-face et par téléphone vs. web survey, sur les réseaux sociaux, par expérimentation, focus groups ou panels en ligne) et l'analyse de données électorales (analyse de réseaux, méthodes mixtes, etc.).

Premier panel de la section— Lundi 3 avril, 10h-12h30— 13 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e: Pierre Baudewyns

Auteur·e·s	Titre
Blanchard, Philippe	Quelques ouvertures méthodologiques pour l'enquête électorale
Paulis, Emilien	Innovating in election surveys: social network analysis to go beyond individual-level data
Dodeigne, Jérémy; Dandoy, Régis; Jacquet, Vincent; Reuchamps, Min	Offre électorale aux élections communales : enjeux et design de recherche pour l'analyse des élections communales de 2018 en Wallonie et à Bruxelles
Bol, Damien; Blais, André; Laslier, Jean-François	When do voters regret their choice? What does it tell us about their instrumental and expressive motives?

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 13 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e: Emilie Van Haute

Auteur·e·s	Titre
Bedock, Camille	Quand la compétition électorale détermine la disproportionnalité : bonus majoritaire et élections régionales en France et en Italie
Blumenberg, Johannes	Hate speech and the perception of right-wing populist parties – Lessons from a survey experiment using the German AfD
Schakel, Arjan H.	Incongruence Between European, National and Regional Elections in the European Multilevel Electoral System

Organisateur·trice·s: Cogels, Maximilien (UCL); Francou, Lionel (UCL)

Résumé

Ces dernières décennies, des changements importants se sont produits dans la relation entre l'État et les citoyens. Les liens entre ces derniers et l'État, mais aussi ses institutions administratives et politiques, semblent de plus en plus distendus ; ce qui a pu être expliqué par l'affaiblissement des structures sociales, l'individualisation, la mondialisation mais aussi un désintérêt du citoyen pour les institutions étatiques, à moins qu'il s'agisse d'une déception, voire d'une désillusion.

Contrairement au diagnostic fait par certains d'une perte d'intérêt pour le politique, l'on peut constater différents rapports à l'État et aux autorités publiques qui sont autant d'invitations à questionner sa légitimité à décider, par sa contestation ou la formulation d'alternatives concrètes, ainsi que les conditions de l'administration de son action. Cette section thématique sera divisée en trois panels consacrés aux procédés par lesquels sont choisies les orientations des politiques, aux mécanismes de gestion par lesquels l'État assume leur concrétisation, mais aussi à différentes voies empruntées pour le contester.

Le premier panel traitera du « choix » politique dans un contexte d'innovation touchant les mécanismes par lesquels la démocratie prend forme, tant dans sa forme participative que représentative. Le deuxième panel sera consacré à l'activité de « gestion » de l'État, à travers la relation entre l'action publique et ses usagers. Le troisième panel se centrera sur différentes formes de contestation de l'État par lesquels des individus ou des collectifs visent à le questionner ou même à le transformer, au nom d'un horizon démocratique.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 15 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·s: Maximilien Cogels et Lionel Francou

Discutant·e: Chloé Janssen

Choisir : oppositions et articulations entre la représentation et la participation

Auteur·e·s	Titre
Welp, Yanina; Suárez Antón, Orestes	The Agenda Initiative: between direct and representative democracy
Tangian, Andranik	The Third Vote experiment: enhancing policy representation of a student parliament
Lozano Tello, Gladys Jeanette	Participatory mechanisms in Peruvian democracy: an analysis of their effectiveness
Tremblay-Pepin, Simon	« Faut qu'on se parle » : tentative de démocratie participative innovante
Bourgaux, Anne-Emmanuelle	Le mandat impératif, archéologie ou futurisme de la représentation ?

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 15 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·s: Lionel Francou et Maximilien Cogels

Discutant·e: Jean-Louis Genard

Gérer : l'État, des politiques publiques et des usagers

Auteur·e·s	Titre
Thomas, Chloé	Les outputs de la politique antiterroriste : l'état d'urgence vécu par ses usagers
Léonard, Dimitri	Usages institutionnels et sociaux d'un instrument en faveur de l'emploi des « travailleurs âgés ». Des producteurs aux bénéficiaires, une sociologie des pratiques
Wokuri, Pierre	Les instruments de soutien aux énergies renouvelables : Obstacles ou opportunités pour le développement de projets citoyens ? Le cas de l'éolien au Danemark
Contor, Justine	La coopération belge au développement : une analyse multi-niveaux
Richard, Jean-Luc; Sabrié, Romane	Les juges de l'asile comme agents statuant sur le contentieux des décisions de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)

Troisième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – Academic Lounge

Président·e·s: Lionel Francou et Maximilien Cogels

Discutant·e: Luis Martinez Andrade

Contester : la démocratie comme horizon de mobilisations

Auteur·e·s	Titre
Kake Bonaventure	Débats politiques africains contemporains ou émergence de la « palabre 2.0 ». Cas de la mobilisation pré-électorale pour la présidentielle Camerounaise de 2018 sur Facebook
Struelens, Olivier	L'usage militant du droit en urbanisme : entre ressource et contrainte
Dutour, Julien	Sidi Bouzid : de la mobilisation contestataire à la situation postrévolutionnaire tunisienne. Trajectoire des politisations au centre de la Tunisie
Moualek, Jérémie	« Vote blanc » et machines à voter en France : quand la touche « vote
Suzina, Ana Cristina	Une démocratie asymétrique. Pratiques médiatiques et inégalités de pouvoir

S07 - Penser l'Europe : formes de connaissances et transformations de l'espace politique européen (GT Europe)

Organisateur·trice·s: Borriello, Arthur (ULB/University of Cambridge); Duez Denis (USL-B); Majastre, Christophe (USL-B)

Résumé

La section thématique propose de s'interroger sur l'apport de la science politique à la connaissance d'un espace politique européen émergent. Dans une perspective historique, l'émergence d'un espace politique européen est issue des changements qui ont transformé la nature même des États européens dans la seconde moitié du 20^e siècle. Alors que cette émergence peut-être envisagée comme une réponse aux « crises » qui ont affecté la capacité de ces États à produire une régulation sociale et économique, les multiples crises européennes – économique, migratoire, démocratique – contribuent aujourd'hui à reconfigurer à la fois les relations entre les États membres et non-membres de l'Union européenne et les hiérarchies internes à l'espace politique européen.

La section thématique s'articule autour de deux axes. Le premier est consacré aux transformations de l'espace politique européen, tandis que le second propose d'interroger les formes de connaissances qui se constituent par et pour cet espace politique autour de la notion d'archive.

Le premier axe vise à comprendre la manière dont les crises européennes ont modifié le fonctionnement des politiques et les modes de gouvernance dans l'Union européenne. Il ne s'agit pas de se focaliser uniquement sur les politiques européennes mais également d'en mesurer les répercussions au niveau national, régional ou local. La crise a-t-elle transformé le fonctionnement routinier des instruments européens tels que les fonds structurels, la régulation des marchés ou des politiques sociales, la conditionnalité, etc. ? Comment les élites nationales ou locales ont-elles filtré les pressions européennes à réformer certaines politiques publiques dans le cadre de la gouvernance post-crise ? Il s'agit ici d'étudier la reconfiguration non seulement des politiques publiques, mais aussi, à travers elles, des rapports de pouvoirs.

En se centrant sur la notion d'Archive européenne, le deuxième axe ambitionne de construire un ensemble d'interrogations communes à des recherches récentes croisant sociologie des professions, socio-histoire des savoirs et sociologie politique des institutions, celles-ci ont exploré les sciences du gouvernement européen et les formes d'objectivation scientifique concurrentes du « projet européen ». La notion d'archive, forgée par Michel Foucault dans son « archéologie du savoir », renvoie à l'étude des « réseaux anonymes du savoir » et des « formations discursives ». Elle est ici mise au service d'un agenda de recherche de sociologie politique : en suivant les concurrences multiformes pour la construction d'une « archive officielle » et les conflits multiples qui se construisent à sa frontière, on se donne les moyens de penser sous un jour nouveau le processus par lequel « l'Europe » s'est constituée en réalité spécifique, constitutive d'un ordre de pratiques et de significations relativement stabilisé.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 23 (bât.D - 2^e étage)

Président·e: Arthur Borriello

Discutant·e: Denis Duez

Politiques et gouvernance

Auteur·e·s

Fontan, Clément

Rosano-Grange, Marlène

Titre

Quel contrôle démocratique pour la BCE ?

Les crises internationales dans la gouvernance européenne : des forces intégratrices

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 23 (bât.D - 2^e étage)

Président·e: Oriane Calligaro

Discutant·e-s: Virginie Van Ingelgom & Florence Delmotte

Discours et valeurs

Auteur·e·s	Titre
Versailles, Alban	(Dé)politisation dans le contexte de la crise de la zone euro : analyse comparative des discours des partis politiques sur l'intégration européenne en Irlande et au Royaume-Uni
Di Bonaventura, Florence	Les discours de crise au prisme des idéologies. Le désir d'une autre Europe pour la Lega Nord et Rifondazione Comunista
Dravigny, Josselin	La crise ? Quelle crise ? La politique européenne de gestion des frontières extérieures à l'épreuve des « crises » terroriste et migratoire
Borriello, Arthur	Les mots de l'austérité : la reconfiguration de l'espace économique et politique européen dans les discours de crise en Italie et en Espagne Les mots de l'austérité : la reconfiguration de l'espace économique et politique européen dans les discours de crise en Italie et en Espagne

Troisième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – 112

Président·e: Christophe Majastre

Discutant·e: Florence Delmotte

L'Archive européenne : Sociohistoire des formes de connaissance de l'Union Européenne

Auteur·e·s	Titre
Canillac, Hugo	Les sens de l'Europe communautaire : la production de manuels sur l'objet européen en France et en Allemagne (1950s-2000s)
Perchoc, Philippe	Une archive architecturale de l'Europe ? La « capitalisation » de Bruxelles en question
Boncourt, Thibaud	Construction européenne et institutionnalisation des sciences sociales. Les sciences politiques et sociales à l'Institut Universitaire Européen (1976-1985)
Calligaro, Oriane	Définir et mettre en œuvre l'Europe culturelle : un enjeu de compétition et d'émulation entre Conseil de l'Europe et Union européenne (1954-2007)

S08 - Mettre en œuvre l'action publique européenne loin de Bruxelles. Enjeux politiques et organisationnels au niveau infranational (GT Europe et FéDéRé)

Organisateur·trice·s: Gräbener, Josua (IEP de Grenoble); Lebrou, Vincent (Université Lille II)

Résumé

Depuis le Traité de Maastricht, le nombre de secteurs de politiques publiques intégrés au niveau européen a été largement élargi sans pour autant qu'il y ait un transfert de compétences au niveau supranational (voir Bickerton, 2015). Pour ce faire, la méthode intergouvernementale a été largement utilisée pour européaniser des secteurs tels que les politiques environnementales, les transports publics ou l'immigration. Les acteurs publics ou privés qui mettent en œuvre ces politiques au niveau national ont donc vu s'ouvrir de nouvelles opportunités, et particulièrement des ressources financières. Pour en bénéficier, ils doivent s'adapter à de nombreuses exigences tant formelles que politiques, en lien avec les recommandations du Semestre européen. En conséquence, dans ces secteurs « tardivement européanisés », les acteurs infranationaux qui utilisent ces fonds sont amenés à participer à la transformation socio-politique de l'État sous influence européenne. De nombreuses recherches ont été menées pour explorer les variations de l'influence européenne dans ces secteurs et, au-delà des structures institutionnelles, elles ont mis en avant le rôle crucial des acteurs collectifs ou individuels comme « policy broker » dans la mise en œuvre de ces exigences européennes. Si les facteurs d'adaptation et de résistance ont été largement documentés, il reste certaines zones d'ombre sur l'influence de ces fonds européens dans les espaces infranationaux, et notamment, sur leur influence dans la distribution et les jeux de pouvoir au niveau infranational. Quels sont les processus de redistribution des fonds ? Comment ceux-ci modifient ou non, les rapports de pouvoir entre ceux qui distribuent et ceux qui reçoivent les fonds ? Comment ces instruments financiers influencent non seulement les objectifs, mais également les hiérarchies symboliques et la distribution d'autres ressources au niveau infranational ?

Pour investiguer empiriquement ces questions, cette section accueille des papiers qui discutent les conditions et les limites des processus d'apprentissage des acteurs qui sont en charge tant de la redistribution des fonds européens, que des bénéficiaires de ceux-ci au niveau local. Au-delà de ces adaptations organisationnelles, il s'agit également de questionner comment les exigences et les dispositifs des fonds européens affectent les agendas, les stratégies politiques, les partenariats et éventuellement, la distribution du pouvoir.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 - 22 (bât.D - 2^e étage)

Président·e: Josua Gräbener

Auteur·e·s	Titre
Sénégas, Léa	L'impact du transfert de l'autorité de gestion du FEADER sur la régulation du secteur de l'agriculture biologique. Le cas de l'Auvergne et de la Bretagne
Sigalo Santos, Luc; Lebrou, Vincent	A qui et à quoi s'adresse le FSE ? Une analyse des structures bénéficiaires du FSE en Alsace et en Aquitaine (2007-2013)
Rivière, Camille	Décentralisation de la gestion des fonds structurels européens et reconfiguration locale : le cas de Natura 2000 en France
Laménie, Brice	Les fonds européens comme enjeu interinstitutionnel dans un contexte territorial en recomposition : retour sur la procédure de sélection de l'appel à projet « Investissements territoriaux intégrés » en Ile de France

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 22 (bât.D - 2^e étage)

Président·e: Vincent Lebrou

Auteur·e·s	Titre
Mesnel, Blandine	Dénoncer ou sous-traiter les papiers ? La complexité bureaucratique de la Politique agricole commune et ses prises en charge locales : une comparaison France-Espagne
Pin, Clément	L'appropriation régionale des politiques européennes de recherche et d'innovation. Le cas de la Lombardie
Gal, Fabian	The cost of policy coherence for development – coherence at what price within EU regional development frameworks ?
Laidin, Catherine; AgroSup	LEADER, l'apprentissage de nouvelles modalités d'action publique par une élite politique et experte locale
Prigoana, Liana	L'administration de la Roumanie entre adaptation aux exigences européennes et la négociation par les acteurs de la gestion des crédits européens

Organisateur·trice·s: Laborderie, Vincent (UCL); Mueller, Sean (Université de Berne)

Résumé

Dans ce congrès de l'ABSP ayant pour thème les transformations de l'État, il nous apparaît utile d'étudier l'évolution la plus extrême d'un État, à savoir sa disparition, en relation avec une des formes particulières de l'État que constitue le fédéralisme. Face à une société divisée, le fédéralisme est souvent considéré comme une manière d'apaiser les tensions et de réduire les conflits. Il peut ainsi être considéré comme un moyen efficace pour contrer les tendances séparatistes. À l'inverse, il arrive que des systèmes fédéraux échouent de ce point de vue, voire encouragent la dynamique centrifuge. C'est ces derniers cas que cette section thématique entend traiter.

Plus précisément, sont concernés ici les cas d'États fédéraux qui ont fini par disparaître (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Serbie-Monténégro) ou dont on peut estimer qu'ils sont entrés dans une dynamique centrifuge. Celle-ci peut concerner l'éclatement du pays ou le départ d'une des entités sub-étatiques (Royaume-Uni, Espagne, Bosnie-Herzégovine). Il peut également s'agir d'un dépouillement toujours plus important de l'État fédéral au profit des entités fédérées (ex. : Belgique).

Le champ des cas étudiés entend être extensif. Si les exemples donnés ci-dessus sont européens, il est possible d'étudier des cas provenant du monde entier. Le processus de séparation ne doit pas non plus être pacifique. On exclura en revanche les indépendances liées à la fin des empires coloniaux. Nous estimons en effet que celles-ci relèvent d'une dynamique et d'un contexte totalement différents de celles à l'oeuvre dans le cadre d'États fédéraux actuels ou dans un passé récent.

Le terme « État fédéral » est également vu de manière extensive. L'État étudié ne doit pas être officiellement fédéral. L'important est qu'une certaine autonomie soit accordée à des entités sub-étatiques.

L'un des objectifs de cette section thématique consiste à déterminer, à travers les différents cas étudiés, quelles sont les causes de l'échec de ces systèmes fédéraux – étant entendu que ces causes peuvent provenir du système fédéral lui-même ou d'éléments exogènes (nationalisme profond, disparités économiques importantes, maladresse politique de l'État central par exemple).

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 - Salle de réunion n°2 (bât.A - 3^e étage)

Président·e: Vincent Laborderie

Centrifugalisme intra-Union européenne

Auteur·e·s	Titre
Counet, Maxime	Identité nationale, réformes de l'État et protection sociale en Belgique : présentation des études électorales de 1995 à 2014 / <i>Discutant·e:</i> Marc Sanjaume-Calvet
Trépier, Cyril	L'éclatement de l'Espagne est-il certain ? / <i>Discutant·e:</i> Maxime Counet
Grau, Mireia; Sanjaume-Calvet, Marc	Intergovernmental relations in Spain: the case of bilateral negotiations / <i>Discutant·e:</i> Cyril Trépier

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – Salle de réunion n°2 (bât.A - 3^e étage)

Président·e: Sean Mueller

Centrifugalisme hors Union européenne

Auteur·e·s

Titre

Pepic, Ivan

From Dayton's consociationalism towards centripetalism to centrifugalism: An indicator of International Community policies failure in Bosnia? / *Discu-*

Sabitov, Richat

Le fédéralisme russe et les dangers du séparatisme / *Discutant·e: Hardy Mohammed-Mede*

Mohammed-Mede, Hardy

Le fédéralisme en Irak : Lorsque l'État fédéral place la périphérie kurde sur une dynamique centrifuge / *Discutant·e: Ivan Pepic*

S10 - La région, un territoire renouvelé de l'action publique et de l'activité politique? (GT FéFéRé)

Organisateur·trice·s: Leloup, Fabienne (UCL-Mons); Kernalegenn, Tudi (IEP de Rennes)

Résumé

Lieu d'expérimentations et de réflexions, révélateur de dynamiques politiques, sociales et économiques particulières, expression de nouveaux modes de coordination, de coopération et de cognition, la région se révèle – aujourd'hui plus que jamais – un « territoire » original de l'action publique et de l'activité politique.

La dernière réforme territoriale française, la relation privilégiée entre l'Union Européenne et les régions en ce compris le développement des régions frontalières, l'émergence de nouvelles voies pour les régionalismes et nationalismes régionaux, autant d'évolutions contemporaines qui mettent en exergue la pertinence d'approfondir en 2017 ce niveau de pouvoir qu'est la région, sur ses relations avec les autres niveaux de décision et d'action, supérieurs et inférieurs.

Il importe ainsi de s'interroger sur les capacités d'action et de revendication des institutions et des acteurs régionaux – face à la multiplicité des autres niveaux et des autres acteurs et face à la complexité des problèmes publics –, sur la réorganisation des pouvoirs qu'entraînent ses évolutions, sur les dynamiques ascendantes qui la nourrissent et sur la territorialisation des politiques publiques qu'elle génère, notamment dans le cas de politiques publiques intégratives comme les politiques environnementales ou culturelles.

La section proposée vise deux objectifs : (1) croiser les regards en proposant une diversité de cas d'études sur les évolutions contemporaines de la région et (2) fonder les bases d'une réflexion théorique sur les processus de (re)territorialisation amenés par la région, et ce au-delà d'une approche strictement institutionnelle. Elle s'ouvre tant aux chercheurs de sciences politiques qu'aux économistes, géographes ou autres disciplines de sciences sociales.

Des communications aussi bien théoriques qu'appliquées sont les bienvenues, que ce soit sous la forme d'études de cas ou de comparaisons, en Europe ou non.

Première panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 11 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e: Tudi Kernalegenn

Discutant·e: Fabienne Leloup

L'action de la région : capacité, contrainte et territorialisation

Auteur·e·s	Titre
Gardon, Sébastien	L'échelon régional au cœur des politiques sanitaires, un nouvel espace pour accompagner la recomposition de l'État et la montée en puissance des instances professionnelles
Pradella, Sébastien	Régionalisation par segmentation de la politique du logement en Wallonie : la construction contrainte d'une capacité d'action publique régionale
Senegas, Léa	La régionalisation des politiques agricoles envers l'agriculture biologique : une territorialisation des politiques publiques ?
Gérardin, Noé	La région en France, chef de file des politiques environnementales
Reitel, Bernard	L'Allemagne fédérale et ses États-régions, un modèle pour la France et ses nouvelles régions ?

Deuxième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W228

Président·e: Fabienne Leloup

Discutant·e: Tudi Kernalegenn

Des transformations régionales aux structures et partis régionalistes

Auteur·e·s	Titre
Marcovici, Émilie	Les nouvelles « super-régions françaises », facteur de complexité de l'action de l'État au niveau régional
Prigoana, Liana; Iugulescu Lestrade, Raluca	La nouvelle régionalisation à ses débuts : bi-sites ou jeux des chaises musicales dans les institutions régionales de Languedoc-Roussillon- Midi Pyrénées
Bottel, Maxime	Trajectoire régionale et succès d'un parti régionaliste. Le cas de la Région autonome Vallée d'Aoste et de l'Union valdôtaine
Cirulli, Adriano; Huysseune, Michel; Pala, Carlo	Les partis régionalistes et leur critique de l'UE : une étude comparative

S11 - Élargir sa boîte à outils méthodologiques : quels avantages, quelles difficultés? (GT Méthodes de recherche)

Organisateur·trice·s: Geylen, Seyma (ULB); Rihoux, Benoît (UCL)

Résumé

La plupart des chercheurs/chercheuses adoptent à titre principal une approche et une méthode bien particulière (qualitative, ou quantitative, ou comparative); peu s'engagent pleinement dans une recherche « multi-méthodes », qui peut apparaître fort complexe et difficile. Il existe sans doute une voie intermédiaire, plus fréquemment pratiquée: élargir 'à la marge', plus modestement, sa boîte à outils principale. Parmi de nombreux exemples: enrichir une étude de cas (qualitative) par quelques statistiques descriptives, enrichir un traitement (quantitatif) de données d'enquêtes par l'exploitation qualitative de l'une ou l'autre question ouverte, etc. Quels sont les avantages, la valeur ajoutée, mais aussi les limites et difficultés, de ce type de démarche?

Toute proposition de communication est bienvenue, y compris des propositions appliquées (cas d'application, dans des recherches en cours). La section est ouverte à toute contribution de science politique (toutes spécialités et 'sous-disciplines') et dans de disciplines voisines. Les 'méthodes' sont conçues de manière large, c.-à-d. y compris les questions épistémologiques, les designs de recherche, etc.

Première panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 19 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e: Seyma Geylen

Auteur·e·s	Titre
Aranda, Mauricio; Simonpoli, Nicolas	Penser les archives comme « terrain »: réflexion sur les conditions sociales de la consultation des archives privées en sociologie historique du politique
Benoit, Cyril	De la contribution du pôle qualitatif dans les méthodes mixtes
Defacqz, Samuel; Yates, Stéphanie	Opportunités et limites de l'analyse secondaire de données qualitatives : application à l'étude des coalitions d'influence au Québec
Grignard, Guillaume	Simultaneous Matched Sample Methodology : Enrichir son terrain de recherche par des observations simultanées
Roullaud, Elise	Le travail syndical, entre archives et observations

Deuxième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W204

Président·e: Benoît Rihoux

Auteur·e·s	Titre
Dolez, Charlotte	Identifier les limites d’une approche quantitative pour nourrir une approche qualitative : le cas d’une étude sur le rapport aux médias
Le Bourhis, Jean-Pierre; Cortinas-Munoz, Joan; Grossetete, Matthieu; Hourcade, Renaud	Intégrer le jeu des coalitions dans une analyse quali-quantitative comparée. Enseignements d’une recherche sur la régulation locale des pollutions toxiques
Lecomte, Damien	Dialectique entre qualitatif et quantitatif en études parlementaires : retour
Mathys, Laetitia	La performance des conventions-programmes perçue par les cantons suisses dans l’accomplissement des tâches publiques: analyse des processus (Process-tracing method) combinée à une application QCA (Qualitative Comparative Analysis)
Robalino Gallegos, María Imelda	La spécialisation dans la réforme structurelle du pouvoir exécutif en Équateur 2007-2016

S12 - Radicalisme et radicalisation violente : conceptualisations et usages politiques (GT Populations d'origine immigrée & politique en Belgique)

Organisateur·trice·s: Bousetta, Hassan (ULg); Lafleur, Jean-Michel (ULg)

Résumé

Il est proposé d'organiser une section thématique sur la radicalisation violente et ses usages politiques. L'objectif n'est pas tant ici de s'interroger spécifiquement sur les parcours des acteurs de la radicalisation violente mais plutôt d'envisager la question au départ de l'usage de cette catégorie dans le discours politique. Si la notion de radicalisme et de radicalisation violente dépasse de loin la simple question de l'islam, nous accordons ici une attention particulière à la manière dont la population musulmane de Belgique est questionnée et mise en tension par ces débats.

Depuis une quinzaine d'année, le discours des acteurs politiques en Belgique fait en effet fréquemment recours à la notion de radicalisme et de radicalisation violente. Cette catégorie émerge dans des champs de politiques publiques aussi différents que la politique d'immigration, les politiques d'intégration, les politiques de justice et sécurité ainsi que jusqu'aux politiques éducatives. La section thématique accueillera des contributions permettant d'éclairer les usages du concept de radicalisme et d'éclairer les effets qu'elle produit notamment sur les représentations de l'islam et des musulmans de Belgique.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – Local 204 (bât.I - 3^e étage)

Président·e·s: Jean-Michel Lafleur & Hassan Bousetta

Auteur·e·s	Titre
Fadil, Nadia	Le paradigme de la radicalisation aux Pays-Bas : de la AIVD à la recherche scientifique
Settoul, Elyamine	L'engagement djihadiste au prisme de la sociologie militaire
Touzri, Abdelfattah	Le travail social face aux questions de radicalisation violente

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – Local 204 (bât.I - 3^e étage)

Président·e·s: Jean-Michel Lafleur & Hassan Bousetta

Auteur·e·s	Titre
Chaïb, Benaïssa	Le Haut Conseil à l'intégration : 1989-2012 : Socio-histoire d'une institution d'état et impacts sociaux des discours publics sur la réalité des jeunes musulmans
Bousetta, Hassan	La radicalisation violente et ses usages politiques

S13 - Politiques socio-économiques et conflits de référentiels d'action publique (*GT Questions sociales – Conflits sociaux*)

Organisateur·trice·s: Arrignon, Mehdi (AgroParisTech); Conter, Bernard (IWEPS); Rémy, Céline (ULg)

Résumé

Depuis une vingtaine d'année les politistes portent une attention croissante à la dimension cognitive des politiques publiques. Ces dernières sont en effet indissociables des représentations des réalités sur lesquelles elles ont la prétention d'intervenir, des problèmes qui caractérisent cette réalité et des solutions à adopter. Cette vision du monde se compose de différentes dimensions déclinées par Muller (2011) en valeurs, normes, algorithmes et images. Loin d'ignorer la dimension matérielle et technique des politiques, ces approches prennent souvent en compte dans l'analyse le rôle des acteurs et permettent de saisir la complexité des fondements normatifs des politiques.

Or les politiques économiques et sociales sont aujourd'hui souvent présentées, dans les discours politiques ou d'expertise, comme des outils techniques qui échappent aux conflits de valeurs. La légitimité de ces politiques puiserait davantage dans les résultats (*evidence based policies*) que dans la délibération sur leurs objectifs (Scharpf, 2000) ; elle prend ainsi racine dans un raisonnement gestionnaire où l'activité politique repose uniquement sur des prescriptions de nature économique (Ogien, 1995), les propriétés du chiffre – étant la vérité et la neutralité – légitiment l'action des institutions et l'activité des professionnels (Ogien, 2010). Cette dépolitisation apparente des politiques publiques (illustrée par la sentence de T. Blair « une politique n'est ni de gauche ni de droite, elle est efficace ou elle ne l'est pas ») masque dans les faits l'imposition d'un référentiel néolibéral devenu quasi hégémonique en Europe (Jobert, 1994 ; Barbier, 2009).

Toutefois, l'observation et l'analyse des stratégies et comportements d'acteurs (décideurs, interlocuteurs sociaux, administratifs, experts) associés aux politiques sociales et économiques conduit à penser que le référentiel libéral dominant ne constitue pas une référence homogène pour les concepteurs, les responsables de la mise en œuvre ou encore les évaluateurs des politiques publiques. Un référentiel est rarement une construction univoque mais résulte d'influences multiples, parfois contradictoires.

Les communications attendues dans le cadre de la présente ST traiteront de la substitution, des conflits ou de la transformation des référentiels d'action publique. Plusieurs regards sur ces évolutions peuvent ainsi être posés.

D'abord, on semble assister à la ré-émergence, notamment à la suite de la crise économique et financière contemporaine, de propositions politiques (dans le cadre de la compétition électorale), voire de dispositifs concrets de politiques publiques s'inspirant explicitement d'un référentiel keynésien (plans de relance, banques publiques,...) (Conter, Vander Stricht, 2011).

Ensuite, l'analyse de la dynamique des acteurs des politiques publiques montre l'importance de résistances et l'importance des acteurs veto qui contribuent à l'inertie, voire au retrait de politiques publiques (Conter, 2015).

En outre, on assiste ainsi depuis une dizaine d'années au moins au développement d'initiatives coordonnées de politiques publiques à travers des instruments portant e.a. les noms de plans, pactes ou stratégies (Plan Marshall, Europe 2020, Pacte pour un enseignement d'excellence, pacte pour l'emploi et la formation, stratégie européenne pour l'emploi, etc.). Ces instruments peuvent être considérés comme des formes de communication produits par des sous-systèmes sociaux (Luhmann, 2011) mais également comme des moyens d'associer un large ensemble d'acteurs à la définition et/ou la mise en œuvre des politiques publiques. Cette ouverture peut résulter dans la production de conflits et de compromis qui amendent significativement l'orientation initiale de la politique (l'adoption d'un objectif de qualité de l'emploi dans la stratégie européenne pour l'emploi constitue à cet égard un exemple parlant) et dans une socialisation des acteurs à des diagnostics ou représentations nouvelles.

Enfin, il convient, dans l'analyse des acteurs des politiques publiques, de ne pas ignorer le rôle cognitif des experts, et en particulier des évaluateurs (internes ou externes) des politiques. Dans certaines circonstances, l'évaluation peut être l'occasion de modifier la base informationnelle de jugement et de ré-interroger les politiques sous un autre angle. A côté des théories évaluatives habituellement mobilisées, l'approche par les capacités constitue un exemple de déplacement du regard analytique posé sur un objet politique. La prise en compte de ce type de travaux peut conduire à terme à repenser les objectifs des politiques publiques et à s'interroger sur la requalification des programmes publics à l'issue de processus d'évaluations et de réformes dans lesquels participent des acteurs aux attentes multiples et référentiels hétérogènes.

La ST accueillera avec intérêt les communications reposant en priorité sur un travail empirique, dont l'objet est le conflit ou l'hybridation du référentiel des politiques publiques. Les entrées par les acteurs (travail politique d'usage ou de résistance) seront privilégiées.

Aucun champ n'est a priori exclu de la discussion ; toutefois, afin de garantir la cohérence des thèmes de discussions et pour faciliter un éventuel projet de publication collective, les communications relatives aux politiques territoriales, politiques de l'emploi et de la formation seront considérées prioritairement.

Bibliographie

- Arrignon Mehdi, 2015, « Le coût de la résistance. Les ressources territoriales face aux stratégies « d'activation » de la protection sociale (France, Espagne, Pays-Bas) », *Dynamiques régionales* n°2, pp. 16-26.
- Barbier Jean-Claude, 2009, « Workfare, « flexicurité », réflexions sur le voyage international des idées politiques dans les politiques sociales et la persistance des compromis nationaux insérés dans les cultures politiques nationales », *Communication au congrès de l'AFSP – RT 23*, Grenoble.
- Bonvin Jean-Michel, Farvaque Nicolas, 2008, Amartya Sen. Une politique de la liberté, Le bien commun, Paris.
- Conter Bernard, 2015, « Politiques sociales et influences européennes : problématiser le changement et l'inertie », *Dynamiques régionales* n°2, pp. 6-16.
- Conter Bernard, Vander Stricht Valérie, 2011, « Changements des représentations et innovations dans le domaine des politiques de l'emploi : l'influence du contexte de crise en Belgique », *communication au IV^e congrès de l'association française de sociologie, RT 6*, Grenoble.
- Jobert Bruno (dir.), 1994, Le tournant néo-libéral en Europe, L'Harmattan, Paris.
- Luhmann Niklas, 2011, *Systèmes sociaux. Esquisse d'une théorie générale*, Presses de l'Université Laval.
- Muller Pierre, 2011 (9e éd.), *Les politiques publiques*, PUF, coll. Que sais-je ?, Paris.
- Ogien Albert, 1995, *L'esprit gestionnaire*, EHESS, Paris.
- Ogien Albert, 2010, « La valeur sociale du chiffre. La quantification de l'action publique entre performance et démocratie », *Revue Française de Socio-Economie*, n° 5, p. 19-40.
- Scharpf Fritz, 2000, *Gouverner l'Europe*, Presses de SciencesPo, Paris.

Panel unique – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – Local 205 (bât.I - 3^e étage)

Président.e.s: Bernard Conter et Céline Rémy

Auteur.e.s	Titre
Collura, Rosetta	Crise financière et Union Bancaire européenne : rôle cognitif de Bruegel, think tank européen
Gayraud, Laure	L'orientation tout au long de la vie : des dispositifs en quête de coordination
Souto Lopez, Miguel	Du global au local, ou l'absence de verticalité
Beuker, Laura; Gérard, Julie	Construire l'action publique et rendre des comptes : les cas d'opérateurs privés et publics de l'emploi
Rémy, Céline	Les tables rondes sectorielles comme outil de capacitation ou de renforcement des conflits de référentiels ?

S14 - État social, droit du travail et relations professionnelles : quelles reconfigurations en Europe ? (GT Questions sociales – Conflits sociaux)

Organisateur·trice·s: Gobin, Corinne (ULB); Faniel, Jean (CRISP)

Résumé

La reconstruction démocratique qui a marqué les États d'Europe occidentale après 1945 s'est basée sur le développement de systèmes sociaux structurés autour d'une solide organisation légale du travail. La loi crée un système de relations socio-professionnelles, met en place la sécurité sociale, impose des lois générales qui encadrent le contrat de travail et l'organisation du travail dans l'entreprise. Il s'institue ainsi un « ordre public social » par lequel la puissance publique impose des restrictions à l'initiative privée. La norme générale s'impose de la sorte aux volontés des parties. Cette révolution légale n'a pu se faire que parce qu'elle était innervée culturellement de l'idée de l'égalité politique de l'ensemble de la population, d'une part, et d'une logique de mieux-être social d'autre part. L'État social de services publics accroît sa force et sa légitimité démocratique parce qu'il se donne un pouvoir d'intervention social, économique, fiscal et monétaire.

Plusieurs facteurs ont contribué à son affaiblissement. La plupart des États européens ont d'abord pris un tournant néolibéral à partir des années 1980. Plus de 35 ans de néolibéralisme ont modifié en profondeur le modèle, l'idéologie, les raisons et les pratiques de l'État. La mondialisation du libre-échange où dominent politiquement industriels et financiers, et l'eupéanisation qui limite la capacité d'intervention autonome des États ont amplifié cette tendance à tel point que l'on peut se demander si l'État social n'est voué pas à disparaître sous peu. Cette ST appelle à des communications qui s'interrogeront sur les réformes politiques récentes qui affectent le droit du travail et les relations sociales en Europe dans leur rapport à l'État. Elles analyseront notamment comment ces réformes transforment le rôle de ces relations, leurs missions et la notion même d'ordre public. Plus largement, d'autres communications analysant le rôle-clé de décisions de l'UE, d'une organisation internationale, ou d'autres acteurs encore dans ce travail politique de transformation du rôle de l'État seront également appréciées. Enfin, une troisième catégorie de communication peut porter sur les résistances aux projets de réformes et sur les attentes formulées dans ce cadre à l'égard de l'État ou des interlocuteurs sociaux.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 14 (bât.D - 1^e étage)

Président·e: Jean Faniel

Discutant·e·s: Marco Rocca et Nicole Maggi-Germain

Transformer les codes/lois/normes du travail : quels enjeux ?

Auteur·e·s	Titre
Ramaux, Christophe	État social et loi El Khomri : quels enjeux ?
Gobin, Corinne ; Leterme, Cédric	La réforme belge Peeters du droit du travail. Les enjeux socio-politiques en articulation avec les dynamiques anti-sociales de l'Union européenne et de l'OCDE.
Joyeux, Arthur	Principe de faveur ou principe de subsidiarité? Le droit du travail national à l'épreuve des GOPE (Grandes orientations de Politique économique) élaborées par l'Union européenne.
Mariscal, Vincent	La négociation collective « sans peine ». La loi El Khomri et l'avenir de la démocratie d'entreprise en Europe.
Miné, Michel ; Roux Rossi, Dominique	La déconstruction du principe de faveur dans le droit du travail français et les nouveaux outils du dialogue social.

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 14 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e: Bruno Bauraind

Discutants: Jean Vandewattyne et Jean-Michel Denis

Reconfigurations ou blocage des relations collectives du travail dans les États sous influence néo-libérale ?

Auteur·e·s	Titre
Conter, Bernard; Faniel, Jean	La négociation interprofessionnelle en Belgique au prisme de l'intervention de l'État
Guisset, Anne	Représenter les entreprises sociales dans les relations interprofessionnelles. Vers une reconfiguration des instances de concertation sociale ?
Perin, Emmanuelle	Les politiques d'emploi dans la nouvelle gouvernance économique européenne. Quelles reconfigurations de la concertation sociale en Belgique ?
Andolfatto, Dominique	La démocratie sociale « à la française » en échec ?
Tcham, Tessa	Quand l'État prend soin de l'État. La négociation des conditions de travail dans la fonction publique française
Demertzis, Vaia	Le rôle du politique dans la judiciarisation des conflits collectifs en Belgique. Évolution du « droit de grève » dans les débats parlementaires fédéraux depuis 1987.

Troisième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W224

Président·e: Corinne Gobin

Discutant: Jean-Claude Deroubaix

Quel État social, quelles politiques sociales, quelles possibilités de résistances à l'ère néo-libérale ?

Auteur·e·s	Titre
Pasetti, Quentin	Nouvelles tendances de la mise hors-jeu du monde du travail en tant qu'acteur collectif.
Lafleur, Jean-Michel	La politique sociale sert-elle de politique migratoire en Belgique ? Le cas des citoyens européens sans-papiers.
Abaseaca, Raluca	Reconfigurations de l'État social en Europe centrale et orientale. Le cas de la Roumanie.

Organisateur·trice·s: Vercauteren, Pierre (UCL-Mons); Verjans, Pierre (ULg)

Résumé

Les recherches menées ces dernières années sur la question de la gouvernance sous ses différentes formes font apparaître deux trajectoires qui, d'une manière différente conduisent à faire retour sur la question de l'État, voire sur la notion d'État elle-même dans le monde actuel, dans un sens qui interroge le politologue: (inter)dépendance de l'État ou des États. En effet, la notion de gouvernance peut renvoyer à une représentation de la décision, comme plurielle, collective, séquentielle, qui dans tous les cas interpelle les cadres d'analyse du pouvoir et notamment du pouvoir d'État. Elle peut aussi renvoyer à une analyse critique de la décision elle-même, considérée ici comme non détachable de sa forme. Il s'agit alors d'établir un lien entre pouvoir d'État et les représentations dont il est porteur. Dans les deux cas, il semble que l'émergence de la notion de gouvernance mette à bas l'un des modes traditionnels de représentation de l'État comme État souverain, sur le plan interne comme sur le plan externe, que cette représentation soit théorique ou historique. En tant que telle, la déconstruction de la souveraineté a déjà été pensée (voir notamment Badie, 1999), mais ce que donne à voir la notion de gouvernance va plus loin.

Car cette question de la gouvernance dépasse le constat radical et souvent dépourvu de neutralité axiologique, d'un « dépérissement de l'État » (commun à la fois au courant libéral et néo-marxiste), ou au contraire celui d'une réaffirmation de sa « puissance » (courant dit réaliste) à moins que ce ne soit de son « échec » (Chemillier-Gendreau, 2013). Elle permet soit de démythifier la notion même de souveraineté, interne ou externe, soit d'en approfondir l'étude en la relativisant ou en relativisant l'État lui-même (Badie, 2013) en particulier par la mise en évidence de l'(inter)dépendance et des transformations de la nature et de l'exercice du pouvoir dans l'État ou des États. Dans un sens qui lui est propre, mais qui peut illustrer le propos, Bertrand Badie constate ainsi que désormais « nous vivons dans un monde interdépendant, et nous sommes passés d'une confrontation interétatique à une coexistence des nations » (Badie, 2013), d'où la nécessité pour lui de procéder par inclusion et non exclusion des acteurs non étatiques, notamment dans les organisations internationales.

On formulera néanmoins ici l'hypothèse que les États sont et ont toujours été (inter)dépendant, à des degrés divers, même si cette (inter)dépendance varie dans l'espace et dans le temps, tout en considérant que l'(inter) dépendance des États ne contredit pas obligatoirement la notion de souveraineté, même si elle en relativise nécessairement la portée.

Dans ce cadre, la question se pose de savoir dans quelle mesure l'(inter)dépendance est l'expression d'une appartenance et d'une participation de(s) l'État(s) au processus de pouvoir ? Le terme d'« expression » peut se décliner de différentes manières : « permettre de » participer, « encadrer » la participation

...

De même, l'appartenance signifie-t-elle ou induit-elle la participation et inversement ? Dans l'UE contemporaine, la participation des États-membres ne coïncide pas nécessairement avec le sentiment d'appartenance, comme la citoyenneté et la nationalité ne sont plus liées depuis le traité de Maastricht, comme le Brexit ou des colères sociales illustrent la mise en avant d'une appartenance nationale et d'une interdépendance européenne perçue alors comme traumatisante et exogène.

- Le niveau international : interdépendance versus participation ? Les États faibles, considérés parfois comme faillis, agissant au nom de leur souveraineté sont parfois limités par l'ingérence d'États plus forts, s'imposant dans leur gouvernance. Des États puissants, ayant contracté des engagements internationaux contraignant se voient limités dans leur politique, intérieure ou extérieure. Parfois, une déresponsabilisation en cascade permet à des décideurs politiques qui ont construit des normes à un niveau intergouvernemental de dénoncer les instances où ils ont eux-mêmes siégé pour se présenter à l'opinion publique comme victimes d'une technocratie aveugle et insensible. Le contexte contemporain est caractérisé par le dépassement du mythe initial selon lequel États seraient des entités équivalentes (unit-like) de par leur égale souveraineté dans un système anarchique et de par les fonctions qu'elles sont supposées assurer. Quel que soit leur statut – hyperpuissance, puissance en émergence, révisionniste, en désintégration ou faillis, ou encore menacés par le réchauffement climatique... – les États sont pris dans dynamiques d'interdépendance qui limitent drastiquement leur capacité d'action et démultiplient leur vulnérabilité. Mais là où cette interdépendance est gage d'appartenance et de participation à un système international désormais plus complexe, elle peut devenir un marqueur de déresponsabilisation, d'exclusion ou de stigmatisation prononcée pour d'autres. Dès lors, il est intéressant d'étudier la diversité des manifestations de l'interdépendance et de pouvoir en les analysant au travers du prisme de leur participation aux dynamiques collectives de la gouvernance ou bien de leur exclusion, et partant ce que cela peut traduire en terme d'appartenance à la collectivité internationale.
- Le multiniveau : domination ou interdépendance ? Le multiniveau s'apparente à une image : celle d'un immeuble ou d'une construction verticale, avec des étages qui font partie d'un tout qui néanmoins les domine. La question de l'interdépendance réinterroge celle de la domination dans la gouvernance multiniveaux en mettant en évidence le rôle joué par les parties à l'intérieur du tout. L'actualité la plus récente en matière de gouvernance européenne pourrait l'illustrer de manière topique (« Brexit », Grèce...). Les contributions de ce panel devraient contribuer à éclairer ce qui peut s'apparenter à une relecture de la gouvernance multiniveau à l'aune de l'interdépendance des États et dans l'État.
- Le national/local : la subsidiarité revisitée à l'aune de l'interdépendance. L'autonomie implique la coopération. C'est pourquoi, l'autonomie nationale ou locale, dont jouissent tous ceux qui sont « autrui » par rapport à l'État (collectivités locales, « société civile organisée »...) s'accompagne nécessairement de dépendances et d'interdépendances à son égard sur le plan politique, humain, technique ou financier. Inversement, on peut défendre l'idée que l'État ne peut agir que par ces instances qui constituent des relais de sa gouvernance. En cela la gouvernance nationale/locale est déjà une gouvernance multiniveaux. La question se pose de savoir comment on peut l'analyser. Ne convient-il pas, par exemple, d'inverser le prisme de l'analyse en réinterrogeant notamment les rapports entre l'État et les collectivités territoriales ou entre l'État et la société civile, non pas pour mettre en évidence l'autonomie mais bien plutôt la relation ou l'interdépendance que sous-tend la subsidiarité ?

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 18 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·s: Philippe Vincent

Discutant·e : Sergiu Miscoiu

Auteur·e·s	Titre
Vercauteren, Pierre; Verjans, Pierre	Interdépendance des unités politiques en Belgique
Delerue, Benoît	Perceptions de l'interdépendance intrafédérative : à qui profite le fédéralisme ? Analyse comparative du rapport fiscalité-confiance dans les relations intergouvernementales au Canada et aux États-Unis.
Lescloupé, Clément	La loi SRU : La solidarité urbaine à l'épreuve des interdépendances
Palau, Yves	Approche socio-historique du concept de souveraineté
Cioc, Emilian	Déclarations d'interdépendance et chartes de l'autonomie : les documents

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 18 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·s: Pierre Vercauteren

Discutant·e : Philipe Poirier

Auteur·e·s	Titre
Vincent, Philippe	Les compétences internationales des Régions en Belgique : analyse d'un paradoxe
Mişcoiu, Sergiu	L'« État échoué » – un concept-piège de la théorie politique internationale ?
Hellendorff, Bruno	L'indépendance comme horizon politique et international en Indonésie : Entre résonance utile et programme historique
de Briant, Vincent	L'impact des (inter)dépendances sur la culture normative de l'État
Ferraz Oliveira, João Paulo	Multilevel governance, promotion of democracy through International Organizations and stages of democratization: a literature debate.

Troisième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – 211

Président·e·s: Yves Palau

Discutant·e : Pierre Verjans

Auteur·e·s	Titre
Poirier, Philippe	Gouvernance économique européenne & Parlements : vers une nouvelle co-souveraineté dans le domaine budgétaire ?
Collura, Rosetta	Bruegel, euro-think tank actant dans une gouvernance européenne multi-niveau
Panayiotis, Grigoriu	L'interdépendance des États : une malédiction éternelle pour l'avenir de la construction européenne? une approche subversive de la méthode intergouvernementale à l'égard de la capacité décisionnelle de l'Union européenne

**S16 - La production des savoirs en Relations internationales
ou comment comprendre les transformations de l'État à l'international
(GT Relations internationales)**

Organisateur·trice·s: Orsini, Amandine ; Wasinski, Christophe

Résumé

Les Relations internationales sont un des laboratoires d'observation les mieux placés pour comprendre les transformations du politique, et entre autres le(s) nouveau(x) rôle(s) de l'État sur la scène internationale. Pourtant, un triple débat permanent persiste en Relations internationales concernant la production des savoirs. Le premier élément de ce débat porte sur la possibilité même de construire un tel laboratoire, en termes d'accès aux données, de méthodes scientifiques, de compréhension d'une diversité de phénomènes extrêmement grande. Le deuxième élément de ce débat s'interroge sur les spécificités des Relations internationales en tant que laboratoire d'analyse comparé à d'autres spécialités de la Science politique. Le troisième élément de ce débat concerne les analyses que la discipline des relations internationales propose des savoirs produits par les acteurs eux-mêmes.

Cette section thématique rassemblera des contributions portant sur une large diversité d'objets, provenant aussi bien de chercheurs spécialistes de questions économiques, environnementales ou de sécurité, mais adoptant les questionnements communs suivants :

- À quelles conditions l'analyse des relations internationales est-elle possible ?
- Quelles interactions entre experts de relations internationales et analystes de relations internationales ?
- Quelles approches des relations internationales pour étudier la production des savoirs des acteurs eux-mêmes ?

En proposant un raisonnement approfondi sur la production des savoirs en Relations internationales, cette section thématique répondra à la question de la transformation de l'État en relations internationales, à la fois en termes pratiques (quelles transformations ?) et méthodologiques (comment étudier cette transformation ?).

Panel unique - Lundi 3 avril, 14h-16h30 - Salle de réunion n°4 (bât.B - 2^e étage)

Président·e·s: Christophe Wasinski et Amandine Orsini

Auteur·e·s	Titre
Germiyanoglu, Okan	Savoirs et croyances dans l'orientation stratégiques de l'État face à la violence terroriste : l'apport du « code opérationnel » dans les Relations internationales
Mailys, Mangin	« Crises nucléaires à l'AIEA » : les logiques transversales de la transformation des modalités de la compétition internationale
Pomarede, Julien	Sept mois à l'OTAN : Eléments pour une ethnographie des savoirs de sécurité
Wasinski, Christophe	Structure sociales et savoir d'État. Le cas de la pensée stratégique classique

S17 - Souveraineté(s), souverainisme(s) : vers de nouvelles dynamiques (post)nationales ? (GT Théorie politique)

Organisateur·trice·s: Claisse, Frédéric; Fabri, Eric; Pitseys, John

Résumé

Fermeture des frontières en réponse à la crise migratoire en Europe, opposition au traité de libre-échange transatlantique, dénonciation du renforcement du Pacte de stabilité et de croissance à travers le « Six-Pack » : alors que se réduisent les marges de manœuvre des États en matière de politique budgétaire et de régulation économique, la souveraineté et les revendications souverainistes – voire protectionnistes, si l'on pense aux promesses de campagne du candidat républicain à la présidence américaine Donald Trump –, semblent avoir retrouvé une place centrale dans le débat politique. S'ils reposent, a minima, sur un principe de clôture des communautés politiques (M. Walzer), ces discours ne s'accompagnent cependant pas nécessairement d'un glissement identitaire, même quand ils mobilisent le sentiment d'appartenance à la nation. Ainsi, l'appel à la « fierté collective » des citoyens et au « patriotisme économique » des investisseurs par P. Magnette, comme la promotion d'un « nationalisme wallon » par son prédécesseur R. Demotte à la tête de la Wallonie, revêtent avant tout une fonction instrumentale, renvoyant à une expérience vécue sur le mode du « nationalisme banal » (M. Billig), sans référence à aucun substrat ethnique ni volonté de faire coïncider nation et État.

Les débats auxquels nous assistons aujourd'hui, tant au niveau belge qu'europpéen et international, permettent-ils de sortir des oppositions qui ont structuré la théorie politique ces vingt dernières années, entre souverainisme et fédéralisme (post-national), nationalisme et cosmopolitisme, communautarisme et universalisme ? Dans quelle mesure les souverainismes contemporains se démarquent-ils réellement des arguments qui ont réactualisé la question du nationalisme – « national-républicanisme » (dans le champ intellectuel français), nationalisme « libéral » (N. McCormick, D. Miller) ou « civique » (dans les termes du débat britannique) ? Bien que la Belgique, passée en quelques mois du statut de prototype d'État post-national à celui de « failed State » pour avoir failli à ses missions régaliennes de sécurité, fournisse un terrain d'observation privilégié pour ces questions, les contributions à cette section thématique s'attacheront, quel que soit le niveau de pouvoir envisagé, à interroger ces recompositions et leurs effets dans une perspective de théorie politique.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 24 (bât.D -2^e étage)

Président·e: Frédéric Claisse

Auteur·e·s	Titre
Deleixhe, Martin	La dynamique postnationale européenne au prisme de la phénoménologie de l'étranger de Waldenfels
Fabri, Eric	Souveraineté et propriété : réflexions autour du concept de maîtrise
Pitseys, John	L'entreprise et la souveraineté

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 24 (bât.D -2^e étage)

Président·e: *Eric fabri*

Auteur·e·s	Titre
Claisse, Frédéric	Le patriotisme économique : nationalisme banal et communauté imaginaire
Bouderbala, Lyess	La guerre civile. Vers une redéfinition de la souveraineté
Delerue, Benoît	Entre traditions politico-culturelles et renouveau de la pensée anti-fédéraliste au Canada et aux États-Unis : les souverainetés résiduelles des

Organisateur·trice·s: Aït-Chaalal, Amine (UCL); Aoun, Elena (UCL); Legrand, Vincent (UCL; Meunier, Florine (UCL); Clément, Caty (Geneva Center for Security Policy)

Résumé

Les débats sur la transformation de l'État se concentrent souvent sur ses évolutions en Occident. Dilution verticale du pouvoir et de la souveraineté, dynamiques horizontales induisant une multiplication des acteurs participant à la « fabrique des politiques publiques », transformation de ces dernières... autant d'éléments affectant la nature de l'État et le contenu de la citoyenneté. Aux antipodes, on retrouve l'État failli, faible, fragile ou effondré... qui ne dispose que de peu ou plus de pouvoir et de souveraineté. Ces États sont quasi incapables d'avoir des politiques publiques ; leurs liens avec les citoyen.ne.s est rompu.

C'est à partir de cette population d'États que cette section aborde les transformations de l'État, en commençant par interroger les soubassements plus idéologiques qu'analytiques de la notion de faillite.

Cette notion naît en effet d'une double conjonction : transformations de l'aide au développement (1990s...) ; lutte contre le terrorisme (2000s...). Pour ses tenants, les « États faillis » sont ceux incapables de gérer leur trajectoire en matière de sécurité et de développement (Boege et al., 2008). Certains rétorquent que la notion même est une invention occidentale. Partant de ce débat et des difficultés de définition et de classification sans doute liées à la multiplicité et à la complexité des causes et processus de « faillite », la section entend explorer l'État failli en croisant, à l'invitation de Nay (2013), méthodes, approches théoriques et conceptuelles, mais aussi disciplines et cas étudiés.

Postulant que les États faillis sont plus exposés aux dynamiques qui aspirent pouvoir et souveraineté, cette section s'intéresse aussi à la manière dont les évolutions contemporaines les touchent. L'ambition est de comprendre les vecteurs de ces évolutions ; leurs particularités ; leurs incidences différenciées en matière de politiques publiques et de citoyenneté, deux domaines problématiques pour l'État failli. Sans oublier la manière dont ces évolutions interviennent dans les processus de faillite ou de reconstruction. À cet égard, des travaux liés à la transformation éclair d'États « forts » en États « faillis » (du moins sur une partie de leur territoire) à l'instar de la Libye ou de la Syrie seront les bienvenus.

Panel unique - Lundi 3 avril, 14h-16h30 - Auditoire A4 (bât.D - 3^e palier, RDC)

Président·e·: Vincent Legrand

Discutant·e : Elena Aoun

Auteur·e·s	Titre
Ali Omar, Abdourahman	La Somaliland, Un État fragile : une exception à la règle
Juvence, Ramasy	La transformation de l'État « failli » malgache en un État résilient
Nwachock A Birema, Ousmanou	Le problème est-il ailleurs ? Repenser la faillite de l'État africain au prisme de la théorie du système-monde néolibéral
Meunier, Florine	L'État haïtien, modelé par ses élites ? Retour sur les présidences de J.-B. Aristide et R.G. Préval (1990 à 2011)
Clement, Caty	The Triumph of the Liberal Securitocracy: Africa's Great Lakes New Dispensation
Dutour, Julien	Faiblesse de l'État tunisien dans la période post – révolutionnaire. Politisation et perception populaire de l'action étatique à Sidi Bouzid

S19 - L'État en Afrique francophone : légitimation et fabrique des politiques publiques

Organisateur·trice·s: Bigombe Logo, Patrice (Université de Yaoundé II); Kakai, Hygin (Université d'Abomey-Calavi); Mandjem, Yves Paul (Université de Yaoundé II); Miscoiu, Sergiu (Université Babès Bolyai)

Résumé

Y a-t-il meilleure fonction épistémique de la science politique en Afrique aujourd'hui que celle de penser l'État ? En fait, dans le contexte africain, les processus de colonisation (vers le XV^{ème} siècle) et de décolonisation dans les années 1950, 1960 et 1970 ont contribué à l'étatisation. Très tôt, Bertrand Badie et Pierre Birnbaum (1982) constateront un échec de la greffe de l'État en Afrique ; Jean-François Bayart (2006) y voit un État issu d'un processus d'hybridation entre modèle importé et logiques historiques. Jean-François Médard (1991), reprenant l'idée de Max Weber, note la création d'un État néopatrimonial dominé par l'imbrication entre la bureaucratie et le clientélisme. Cependant, Luc Sindjoun (2002) récusant une analyse européocentrique et le piège de l'afrocentrisme, appréhende à travers L'État ailleurs, l'État dans sa dynamique sans y percevoir « un État fragile » (Dominique Darbon, 2015).

Prenant distance avec les catégories politiques construites qui cloisonnent ou décroisonnent le fait étatique, un regard sociologique nous autorise à analyser l'État au concret, c'est-à-dire comme une institution ayant connu de réelles transformations politiques (processus de démocratisation des années 1990), administratives (décentralisation et déconcentration de l'État), économiques (croissance économique, libéralisation économique), démographiques (urbanisation, guerres civiles, migrations), culturelles (démonopolisation de la presse), stratégiques (Union Africaine), etc. Malgré ces chantiers de construction étatique, on peut constater que les services sociaux de base (éducation, santé, eau, assainissement, etc.) sont défaillants dans la mesure où des États n'arrivent pas à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Dès lors, comment ces transformations sont conçues et mises en œuvre par les acteurs étatiques ? Ces transformations s'insèrent-elles dans des politiques publiques ? Ou sont-elles issues de politiques publiques ? Faut-il interroger les modes de gouvernance ? De même, pour cerner les dynamiques inhérentes à ces transformations, les gouvernants élus ou nommés doivent se doter, non pas seulement d'une capacité d'action publique mais aussi d'une légitimité électorale/compétence. Au travers des projets électoraux des acteurs politiques, peut-on être convaincu que l'État est en devenir ? Comment, finalement, (re) découvrir l'État en Afrique comme une configuration mouvante, une invention dérivant des pratiques sociales

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 17 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·: Yves Mandjem

Discutant·e : Daniel Lopès

Quête de (nouvelles) politiques sécuritaires

Auteur·e·s	Titre
Mandjem, Yves	L'État et la sécurité du Cameroun : les transformations de l'action publique en situation de lutte contre le terrorisme
Nwachock A Birema, Ousmanou	La politique publique de l'ordre et de la sécurité au Cameroun en situation de terrorisme de Boko Haram : entre monopole étatique, coopération internationale et ouverture au privé
Deutch, Nguelieu Aurèle Fanny	Les États à l'épreuve de la transformation des conflits en Afrique: L'approche sécuritaire est-elle indépassable ?
Lopes, Daniel	La fabrique des politiques publiques par l'État post-conflit : le cas de la Côte d'Ivoire

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 17 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·: Hygin Kakai

Discutant·e : Estelle Bezanga

Configurations de l'action publique en Afrique

Auteur·e·s	Titre
Kakai, Hygin	La déconstruction du problème public en Afrique de l'ouest
Ursa, Liana Maria	Le partenariat public privé et l'échec systémique de l'éducation au Libéria
Bezanga, Estelle Véline Salla	Les universitaires dans l'administration d'État : participation du corps académique et légitimation des politiques publiques au Cameroun
Kojoue, Larissa	« Il faut plus de technique et moins de politique » : Lutte contre le VIH/sida et continuité politique au Cameroun
Barro, Aboubacar Abdoulaye	Enseignants contractuels dans l'éducation de base au Sénégal : complexité de la mise en œuvre d'une politique publique au sud
Kounouho, Toussaint	Sur la répression du commerce illicite de l'essence au Bénin : saisir les distorsions de l'action publique et les transformations de l'État

Troisième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W218

Président·e·: Sergiu Miscoiu

Discutant·e : Patrice Bigombe

Dynamiques de l'étatisation en Afrique

Auteur·e·s	Titre
Bigombe Logo, Patrice	(Re)penser l'État en Afrique aujourd'hui avec Norbert Elias ?
Miscoiu, Sergiu; Kakdeu, Louis-Marie	Analyse transversale des projets politiques dans les partis au Cameroun
Mbebi Ndema, Raymond Marcien	Démocratisation et alternance politique locale au Cameroun
Ndongmo, Bertrand Magloire	État fragile, société civile et réforme minière au Cameroun : entre logiques de greffe et réappropriation néopatrimoniale des politiques minières
Belarbi, Mhammed	Les transformations de l'action publique au Maroc entre patronage autoritaire et investissements militants
Amougou, Thierry	Les conséquences des réformes internationales de l'État-providence européen sur le rôle de l'État africain en matière de développement : 1945-2016

Organisateur·trice·s: Brunier, Sylvain (Sciences Po); Célérier, Laure (HEC Paris)

Résumé

Cette section propose de se focaliser sur les contrôleur-e-s de l'administration et les transformations de leurs pratiques. Nous nous intéressons spécifiquement à celles et ceux, qui, rattaché-e-s au plus haut niveau de l'administration, conduisent des missions de conseil, d'évaluation, d'audit, d'inspection ou de contrôle, par lesquelles ils apprécient le fonctionnement des services opérationnels et dont ils rendent compte auprès de différentes instances (leur ministre, le Parlement, un-e auditrice-eur externe etc.).

Les travaux récents de sociologie de l'action publique et de sociologie de l'administration, qui s'intéressent à la recomposition des différents secteurs de l'État, insistent sur le recours croissant aux évaluations et audits, associés au New Public Management sous ses diverses déclinaisons. Diverses études mettent en avant les changements organisationnels et professionnels qu'entraîne l'introduction de nouvelles modalités de contrôle dans les administrations publiques. Selon les analyses, ces travaux pointent l'imposition de logiques marchandes, ou bien la poursuite des processus de bureaucratisation dans les administrations. Bien que les contrôleur-e-s de l'administration soient au cœur de ces transformations, leur rôle est rarement mis en lumière dans la littérature existante, davantage focalisée sur les instruments et l'intervention d'actrices-eurs extérieur-e-s, tels que les cabinets de conseil.

Cette section permettra de faire le point sur les enquêtes en cours dans différents pays. Les propositions de communication pourront porter tout d'abord sur des services de contrôle, ou des dispositifs administratifs. On s'interrogera notamment sur les stratégies des individus ou des groupes d'individus au sein des services de contrôle, qui se saisissent de méthodologies nouvelles, notamment d'audit ou d'évaluation, pour revaloriser leur activité et se repositionner, individuellement et collectivement, non seulement dans l'espace de la haute fonction publique, mais aussi dans le champ des professionnel-le-s du contrôle, du conseil et de l'évaluation.

Les travaux pourront également examiner des programmes, ou des groupes, d'institutions internationales favorisant l'adoption de « bonnes pratiques » de contrôle dans divers domaines (finances, éducation, etc.) ; ou encore, le rôle d'associations professionnelles dans la transformation des pratiques de contrôle dans le secteur public ; ou enfin l'intervention de contrôleur-e-s externes, amenés à collaborer, ou à entrer en concurrence, avec des services de contrôle internes à l'administration considérée

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – Local 207 (bât.1 - 3^e étage)

Président·e·: Sylvain Brunier

Le travail des inspections générales en administration centrale

Auteur·e·s	Titre
Lazarus, Jeanne; Morival, Yohann	Comment inspecter le flou. Les reconfigurations d'une mission d'évaluation d'un dispositif d'action publique français
Demonteil, Marion	Se faire une place face aux inspections « qui ont fait le ministère » : autonomisation, spécialisation et diversification des fonctions d'inspection administrative au ministère de la Culture français. Le cas l'inspection générale des affaires culturelles (1959-2015)
Célérier, Laure	l'IGF, cabinet de conseil ou conseillère du Prince ?
Brunier, Sylvain	Transformation d'un corps d'inspection générale et réforme de l'État. Le cas de l'IGAENR (1999-2016)

Deuxième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – Salle des Conseils

Président·e: Laure Célérier

L'intervention des contrôleur-e-s de l'administration dans les services déconcentrés et les organismes publics

Auteur·e·s	Titre
Robelet, Magali	Les inspecteurs de l'action sanitaire et sociale, un corps en mouvement dans un nouvel État social territorialisé
Tournon, Mariana	« Fouiller dans les poubelles des HLM » : émergence d'une activité régaliennne de second ordre (années 1970-2000)
Lebrou, Vincent	Contrôler l'Europe pour mieux contrôler l'État ? La Commission interministérielle de coordination des contrôles comme espace de socialisation à l'audit
Dormont, Thomas	La dialectique du projet – Entre contrainte et autonomie

S21 - *La transformation du gouvernement des langues en Europe et dans le monde*

Organisateur·trice·s: Burckhardt, Till (Université de Genève) ; Garcia, Núria (Sciences Po)

Résumé

L'institution d'un régime linguistique représente l'une des principales caractéristiques de l'État-nation moderne. En Europe, les États ont pendant longtemps revendiqué le monopole du gouvernement des langues sur leur territoire et tenté de réguler l'usage des langues à travers la mise en place d'un régime linguistique (Cardinal et Sonntag, 2015) donné qui devait se répliquer dans le temps. Ce modèle selon lequel langue, État et nation se superposent s'est ensuite diffusé sur le plan international au point de s'imposer comme norme ou idéal à atteindre.

Or, au cours des dernières décennies, des changements survenus au niveau international et des transformations internes à l'État ont conduit à la l'érosion progressive de ce monopole : d'une part, les compétences de l'État en matière de gouvernement des langues sont de plus en plus encadrées par la reconnaissance de droits et de libertés linguistiques fondamentales, partiellement protégées par des conventions internationales. D'autre part, les interdépendances croissantes sur le plan économique, social et culturel limitent l'incidence des politiques linguistiques sur la pratique des langues par la population. Les différentes formes de mobilité des étudiants, travailleurs et migrants en Europe et au niveau international ont engendré une diversité linguistique nouvelle, contribuant à complexifier encore davantage la constellation des langues en présence.

Face à ces transformations, les États ont adopté une posture largement réactive, voire défensive : si les politiques éducatives ont été adaptées à l'injonction de transmettre des langues étrangères, et notamment l'anglais, à l'ensemble des citoyens, l'État contrôle toujours l'enseignement obligatoire. En même temps, différentes mesures telles que la mise en place de tests de langues pour l'obtention de la nationalité ou de titres de séjours ont conduit à un renforcement du lien entre langue nationale et citoyenneté et à ériger la maîtrise de la langue officielle du territoire comme critère d'intégration.

La section thématique proposée vise à analyser les transformations du gouvernement des langues à travers des contributions théoriques et empiriques s'inscrivant dans un des deux questionnements suivants et abordant l'État tantôt comme sujet, et tantôt comme objet : quelles sont les marges de manœuvre dont dispose l'État contemporain pour maintenir un régime linguistique pouvant garantir la cohésion et la communication entre les citoyens sur son territoire ? Dans quelle mesure la perte du monopole du gouvernement des langues a-t-elle affecté la structure et le fonctionnement même de l'État ?

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 12 (bât.D - 1^{er} étage)

Le gouvernement des langues dans un contexte multiniveaux: entre fédéralisme, intégration européenne et mondialisation

Auteur·e·s	Titre
Grégoire, Jean-François	Vers une fédéralisation des politiques linguistiques en Europe
Hartemann, Aline	« La langue de l'Europe, c'est la traduction » (Umberto Eco) Le gouvernement des langues de l'Europe, entre mondialisation et « tournant numérique » : le cas de la plateforme « ARTE Europe »
Bouko, Catherine; Calabrese, Laura; Meunier, Deborah	Le bilinguisme “fonctionnel” en Belgique, entre dispositions légales et représentations médiatiques et citoyennes
Burckhardt, Till	Do you speak Swiss ? L'anglais en tant que langue non-officielle dans le régime linguistique suisse

Deuxième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W216

Gouverner la diversité linguistique complexe

Auteur·e·s	Titre
Frank, Melanie	The Implementation of Latvian Language Policy in Riga: Meanings, Interpretations, Conflicts
Roberta Di Paolo, Vittorio Dell'Aquila	La communauté rom en Italie entre auto-conscience ethnique et reconnaissance légale comme exemple de réévaluation du concept de « minorité linguistique »
Ghillebaert, Christian-Pierre	Who rules whose rules ? Ingérence allochtone et préférence autochtone dans la détermination de l'offre linguistique légitime dans le nord de la
Chambon, Nicolas; Le Goff, Gwen; Samdarra, Orspere	De l'intégration par le français à l'accueil de (la langue de) l'autre : Les enjeux de l'interprétariat
Garcia, Núria	Contester le plurilinguisme officiel : l'effritement du consensus autour du

S22 - La souveraineté des États face à la communauté internationale dans l'histoire des idées politiques

Organisateur·trice·s: Floss, Sidney (Université de Rennes); Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste (Collège d'études mondiales de la Fondation maison des sciences de l'homme / Sciences Po Paris); Schu, Adrien (Sciences Po Bordeaux)

Résumé

La responsabilité de protéger (R2P), adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2005, a constitué une innovation majeure, venant prendre le contre-pied du dogme de la souveraineté absolue et du principe de non-intervention qu'avait consacrés l'ordre international au sortir de la seconde guerre mondiale. En effet, cette doctrine définit une nouvelle responsabilité, pour les États et pour la communauté internationale. Ainsi, il incombe à chaque État de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le nettoyage ethnique. Si un État échoue à protéger ses populations contre ces atrocités, il incombe alors à la communauté internationale d'intervenir, y compris de façon militaire, pour assurer la protection des populations.

Pour les tenants de la responsabilité de protéger, celle-ci introduit une double innovation. Tout d'abord, les États ne peuvent plus faire tout ce qu'ils veulent aux populations soumises à leur domination : un État ne doit pas commettre d'atrocités contre sa propre population. Ensuite, il est désormais impossible pour un État d'invoquer le principe de souveraineté pour s'opposer à une intervention de la communauté internationale. Ce faisant, nous assisterions à une évolution de la définition même de la souveraineté, dans sa double dimension interne et externe : la souveraineté ne serait plus un pouvoir absolu de domination et ne signifierait plus nécessairement la non-ingérence. L'introduction de la Responsabilité de protéger marquerait ainsi une rupture dans la façon dont est pensée la souveraineté.

Ce découpage historique et cette idée d'un bouleversement de la définition de la souveraineté doivent néanmoins être questionnés. En effet, il apparaît que la vision d'une souveraineté limitée, ou conditionnelle, se retrouve chez de nombreux juristes et théoriciens politiques bien avant l'émergence de la R2P, et tout particulièrement chez les auteurs ayant réfléchi à la « guerre juste » et à l'« intervention d'humanité ». En cela, la R2P s'inscrit en réalité dans une longue tradition de pensée, trop souvent négligée.

L'objectif de cette section thématique consistera à remettre en lumière et à étudier (individuellement ou de façon comparative) les auteurs qui ont contribué à penser la souveraineté de façon limitée avant l'apparition de la R2P. Deux axes seront privilégiés : les limites au pouvoir de l'État chez les théoriciens de la souveraineté ; la légitimité de la communauté internationale à intervenir.

Panel unique – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W222

Auteur·e·s

Titre

Floss, Sidney

Les conditions philosophiques de la responsabilité de protéger

Nwatchock A Birema, Ousmanou

L'État ou l'humanité ? L'idée politique de la souveraineté chez Antoine Rougier

Mathieu, Xavier

Souveraineté, civilisation et relations interculturelles : Comment les Relations Internationales se construisent sur le mythe d'une souveraineté culturelle-

Briard, Mathilde

De l'évolution de l'obligation dans la pensée juridique aux transformations de la souveraineté

Organisateur·trice·s: Fournier, Bernard (VUB); Oross, Daniel (Centre pour les Sciences Sociales, Académie Hongroise des Sciences)

Résumé

Face aux changements institutionnels, politiques et sociaux qu'impose la globalisation des enjeux modernes, l'idéal de citoyenneté connaît également de nombreuses évolutions. Même en s'en tenant à une définition strictement juridique, les sociétés modernes comptent aujourd'hui des ressortissants de statuts différents dont la présence exige des adaptations. Certains utilisent l'afflux récent de réfugiés en Europe, par exemple, pour questionner la structure de l'État-providence. La double nationalité, souvent signe d'appartenance biculturelle, pose parfois des problèmes au niveau de l'identité et même du rapport à la politique : ainsi, les jeunes turcs Belges sont parfois partagés entre l'exercice de leur droit de vote en Belgique ou dans leur pays d'origine. Les échanges internationaux, les mariages interculturels poussent de moins en moins les individus à s'attacher à un seul État.

Les États doivent donc s'adapter, s'ouvrir au multiculturalisme – voire au interculturalisme (Charles Taylor) – pour que « chaque citoyen se sente respecté pour ce qu'il est ; entendu dans ses attentes ; soutenu pour son avenir ; concerné par les valeurs censées s'appliquer dans son pays, etc. » (Hélène Romano, 2015). Dans plusieurs pays, les débats sur les « accommodements raisonnables » ont soulevé des passions (en particulier au Québec). D'un autre côté, en France, les débats sur « la laïcité », « les valeurs de la République » à la suite des attentats de l'an dernier n'ont pas permis de penser la pluralité citoyenne. Globalement, ces appartenances multiples changent-elles les rapports à la socialisation à la politique dans ces États qui se transforment ? Si les phénomènes migratoires que l'on observe présentement se poursuivent à moyen terme, si la multiplication des échanges ou le transnationalisme ne cessent de se développer, assisterons-nous à un plus grand affaiblissement de l'État post-moderne ? L'inclusion politique des jeunes issus de l'immigration nécessite certainement, pour sa part, l'acceptation et la canalisation des nouvelles formes de participation politique dans les institutions démocratiques.

Cette section thématique sur les transformations de l'État vues sous l'angle des transformations de la citoyenneté a donc pour but de rassembler des chercheurs œuvrant dans toutes les disciplines de la science politique. Les contributions théoriques et les analyses empiriques comparatives sont les bienvenues.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 25 (bât.D - 2^e étage)

Président·e·s: Bernard Fournier

Discutant·e·s : Patrice Bigombe Logo et Éric Savarese

Nouvelles citoyennetés dans les sociétés plurielles

Auteur·e·s	Titre
Franz, Clement	Le Grand-Duché de Luxembourg : de nouvelles formes de citoyenneté dans un État devenu internationalisé
Savarese, Eric	Politiques de la mémoire et mise en tension du modèle républicain de citoyenneté en France
Awono, Philippe; Eyango, Christian	Les transformations de la citoyenneté ou la citoyenneté à la recherche d'une cohérence
Bigombe Logo, Patrice	Reconnaissance et citoyenneté dans les sociétés plurielles. Perspectives croisées de la philosophie, de la sociologie et de la science politique

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – 25 (bât.D - 2^e étage)

Président·e·s : Dániel Oross

Discutant·e·s : Louise Ganon et Henri Ludovic Mboha Nyamsi

Des remises en question de l'État

Auteur·e·s	Titre
Mboha Nyamsi, Henri Ludovic	Diasporas et logiques de transplantation ailleurs de l'État d'origine : Le cas du Liban au Cameroun et en Côte d'Ivoire.
El Bazzim, Rachid	La transformation de l'État au Maroc et la mise en place du Conseil de la concurrence.
Hdider, Mohamed	Les freins à la prise de responsabilité des jeunes
Ganon, Louise	Les manifestations du 15 Février 2003 en Europe contre la guerre en Irak : de

Troisième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W203

Président·e·s : Franz Clément

Discutant·e·s : Vincent Tournier et Bernard Fournier

Engagements démocratiques et citoyenneté

Auteur·e·s	Titre
Oross, Dániel	Les valeurs démocratiques et les attitudes des étudiants universitaires hongrois vis-à-vis de la citoyenneté active
Tournier, Vincent	Bi-nationalité et attitudes politiques : quelques enseignements à partir des données françaises
Kenneth, Hemmerechts; Echeverria, Nohemi; Kavadias, Dimokritos	The role of armed conflict in the formation and shift of emancipative values
Fournier, Bernard; Boone, Damien; Monin, Julie	Efficacité politique, mouvements sociaux et citoyenneté chez les jeunes étudiants de Pont-à-Celles, Belgique

Organisateur·trice·s: Moyson, Stéphane (UCL-Mons); Sabbe, Mathias (UCL-Mons)

Résumé

L'action publique en réseaux implique la collaboration entre acteurs provenant de différentes organisations agissant à différents niveaux de pouvoir dans les secteurs public et/ou privé. Il s'agit, pour ces acteurs, de s'entendre sur des objectifs communs, sur la manière de les mettre en œuvre et/ou la façon d'évaluer l'action. Les nombreuses vertus de l'action publique en réseaux sont reconnues par les chercheurs et ceux qui la pratiquent. Par exemple, la mutualisation des idées permet de formuler des objectifs plus adaptés tandis que celle des ressources permet de se donner les moyens de les atteindre. Enfin, la participation au réseau facilite l'adhésion des différentes parties concernées par l'action (y compris des citoyens, éventuellement). Dans le même temps, plusieurs obstacles au bon fonctionnement des réseaux d'action publique ont été identifiés. Mais la façon de les surmonter n'est pas encore très claire. Ces obstacles concernent notamment la fluidité des échanges d'information entre acteurs, la confiance mutuelle qu'ils s'accordent, leur allégeance à l'organisation dont ils sont issus (plutôt qu'au réseau auquel ils participent) ou encore la façon dont les réseaux peuvent être gouvernés pour dépasser ces difficultés. Cette section thématique présente un ensemble de papiers qui discutent de ces questions et les examinent dans différents secteurs, à différents niveaux d'action et à partir de méthodes innovantes.

Panel unique – Mardi 4 avril, 9h30-12h – 104

Président·e·s: Mathias Sabbe et Stéphane Moyson

Auteur·e·s	Titre
Riche, Cécile; Aubin, David	Learning in governance networks: A systematic review of public administration research
Leprêtre, Nicolas	Les apports de la notion de 'méta-gouvernance' dans l'analyse du rôle de l'État au sein des politiques publiques
Joly, Pierre	L'action publique décentralisée : Ambitions et limites d'une organisation en réseau inter organisationnelles
Da Silva, Luz	La gouvernance collaborative : étude de la politique de santé de l'Union européenne et de l'OMS depuis les années 2000

S25 - Aider pour changer l'Autre ou changer pour aider l'Autre ? Transformations des interventions internationales dans les contextes de fragilité

Organisateur·trice·s: Klimis, Emmanuel (USLB). Leclercq; Sidney (UCL/ULB); Martini, Jessica (ULB); Matagne,,Geoffroy (Ulg); Vervisch, Thomas (Universiteit Gent)

Résumé

Les interventions internationales (humanitaire, aide au développement, sécurité) à destination des pays les moins avancés sortant d'un conflit violent ou d'une catastrophe naturelle se caractérisent, depuis une dizaine d'années, par une nouvelle réflexion visant à lutter contre les « situations de fragilité et de conflit ». La notion de fragilité, promue notamment par l'OCDE, a connu un essor au sein de la communauté du développement (Bouchet 2011). Fonctionnellement ambiguë (Nay 2013), elle permet de renvoyer à plusieurs registres, dont celui de la sécurisation et de l'efficacité de l'aide (OCDE).

On observe que les travaux menés au sein de forums internationaux comme le CAD de l'OCDE sont souvent en décalage avec les contraintes politiques et administratives des bailleurs de fonds. Les mécanismes techniques et financiers laissent par exemple peu de place à la souplesse et à l'innovation, générant des dilemmes, des contradictions et une posture de prudence s'appuyant sur une appréhension technique d'enjeux politiques. Cette prudence s'incarne notamment par l'adoption de mécanismes « incitatifs », par la libération progressive de fractions des budgets d'aide publique au développement soumise à l'atteinte de progrès en matière de gouvernance, selon des critères parfois hésitants (macro-économiques ou politiques), par une hésitation à « tenter l'aventure » de l'appui budgétaire. Néanmoins, on peut aussi observer des plaidoyers pour une évolution des approches, la construction de nouveaux outils et de nouvelles modalités, la nécessité de développer une vision politique (Thinking and working politically) et de construire les interventions en partant des problèmes et une adaptation constante au contexte (Problem driven iterative adaptation).

Cette section thématique accueille des communication théoriques et appliquées qui peuvent étudier différents acteurs (bilatéraux, multi-latéraux, bailleurs et partenaires de développement) ; modalités d'interventions (approches et instruments) ; secteurs (humanitaire, développement, sécurité, approche pangouvernementale) ; programmes ou projets spécifiques ; effets de transformation ou de résilience sur

Panel unique – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 12 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e: Emmanuel Klimis

Auteur·e·s

Titre

Zina, Ousmane

De l'État fragile à l'État émergent : économie politique de la transformation de l'État en Afrique

Sainovic, Ardijan

Portée et limites des interventions internationales après un conflit interne

Osorio Vázquez, María Cristina; Bressers, Hans; Franco-García, María-Laura

Analysis of international programs supporting economic development of Maya women in the Yucatan Peninsula, Mexico

Contor, Justine

Analyse des transformations du secteur des ONG belges de développement : vers une professionnalisation

Willems, Joris

L'UE et les élections haïtiennes – un appui à l'État de Droit ?

Matagne, Geoffroy; Leclercq Sidney; Martini Jessica; Vervisch Thomas; Klimis Emmanuel

L'expertise universitaire en appui à la politique de coopération au développement

Organisateur·trice·s: Boin, Arjen (Leiden University); Morier, Clément (Université Jean Moulin-Lyon 3); Meszaros, Thomas (Université Jean Moulin-Lyon 3); Schiffino, Nathalie (UCL-Mons)

Résumé

L'objet de cette Section Thématique est d'interroger la dynamique qui existe entre deux objets structurants pour la discipline, dont l'articulation est porteuse de nouvelles perspectives scientifiques : l'État et la notion de crise. Cette articulation est présente dans deux volets de la science politique : le volet interne et international, par l'étude des crises politiques internes et des crises internationales. D'une part, les contributions portées dans cette section interrogeront les crises multiples qui traversent l'État – migrants, terrorisme, guerres et l'ensemble des nouvelles problématiques de la sécurité – ainsi que les capacités de l'État à répondre à ces crises par la mise en place de politiques publiques efficaces dans des logiques de gouvernances multiniveaux. D'autre part, les contributions présentées dans cette section questionneront l'hypothèse de la crise du modèle classique de l'État, de la souveraineté westphalienne, à partir de son incapacité à répondre aux nouveaux enjeux complexes, internes et internationaux, auxquels il est confronté : flux transnationaux, rôle de plus en plus prégnants des acteurs non-étatiques sur la scène internationale (firmes multinationales, Société Militaires Privées, groupes terroristes, lanceurs d'alerte, ONG et OI), interactions entre le niveau régional et international, logiques de réseaux et enjeux horizontaux de la coopération (coopération et renseignement anti-terroriste, régulation des flux migratoires, délimitation des frontières). Les contributions qui porteront sur les problématiques liées aux nouvelles formes de souverainetés, aux multiples allégeances, comme les quasi-États, les États défaillants et les États faillis, bref toutes les formes de crise de l'État seront les bienvenues. Enfin, il s'agira également de s'interroger sur les fonctions des crises : Ont-elles pour but de favoriser la transformation des formes politiques, comme l'État, d'un état vers un autre ? Ou bien au contraire, ne sont-elles que les manifestations de tensions momentanées qui impliquent le développement de politiques publiques exceptionnelles destinées à assurer la conservation de ces formes politiques ? La Section Thématique proposée aura pour objectif de traiter ces multiples axes de réflexion et de poursuivre les travaux engagés dans le cadre d'une publication collective sous la forme d'un numéro spécial de revue scientifique.

Panel unique – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – Local 206 (bât.I - 3^e étage)

Président·e·s: Arjen Boin et Nathalie Schiffino

Auteur·e·s	Titre
Tourneux, Odile	La crise de la souveraineté contemporaine / <i>Discutant·e:</i> Clémence Guimont
Uğur, Zeynep	L'instrumentalisation politique de la crise permanente : Le cas de la Turquie après les années 2000 / <i>Discutant·e:</i> Gérard Eddie Guipie
Razafindrabe, Tsiory	Une analyse du concept d'état d'exception à travers le cas de Madagascar / <i>Discutant·e:</i> Damien Simonneau
Simonneau, Damien	De quelles « crises de l'État » les murs frontaliers contemporains sont-ils le nom ? / <i>Discutant·e:</i> Odile Tourneux
Guipie, Gérard Eddie	La double crise des États subsahariens face au takfirisme armé / <i>Discutant·e:</i> Tsiory Razafindrabe
Guimont, Clémence	La crise de biodiversité et sa sous-estimation par l'État / <i>Discutant·e:</i> Zeynep Uğur

S27 - Bruxelles : une capitale ingouvernée et ingouvernable ?

Apports de la science politique à l'analyse des modes de gouvernement et de gouvernance bruxellois.

Organisateur·trice·s: Jean-Paul Nassaux (CRISP / ULB); Muriel Sacco (ULB); Tandé, Alexandre (Max Planck Institute)

Résumé

L'actualité politique récente – les attentats commis à Paris en janvier et novembre 2015, puis à Bruxelles en mars 2016 – a replacé la capitale belge au coeur de l'attention médiatique. Si le phénomène s'inscrit dans une histoire plus longue, la critique des pouvoirs publics bruxellois a pris ces derniers mois une vigueur nouvelle, qui s'observe à la fois localement, à l'échelle du pays et au niveau international. A titre d'exemple, le site américain Politico a désigné la Belgique comme un « État qui a échoué », et le quotidien belge néerlandophone Heet Laatste Nieuws s'est inquiété du « chaos urbain » bruxellois.

Pour de nombreux chercheurs en science politique travaillant sur l'histoire et les transformations de l'agglomération, de telles déclarations relèvent du fantasme et du mépris. Elles traduisent aussi une méconnaissance du terrain et des enjeux locaux, notamment celui de la complexité politique et institutionnelle de Bruxelles.

Dans ce contexte particulier, des questions anciennes se posent cependant avec une acuité renouvelée : celle de savoir ce qu'il convient de répondre à ce type de discours, et ce que la science politique peut apporter comme éclairage particulier sur les réalités bruxelloises.

Dans le cadre du Septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique, cette section thématique examinera les modes de gouvernement et de gouvernance de Bruxelles. Une attention particulière sera portée à l'une des trois dimensions du politique : l'action publique (polices). On se proposera ainsi d'examiner le fonctionnement concret des institutions ayant Bruxelles pour objet, le travail des acteurs faisant vivre ces institutions au quotidien, et la manière dont les publics destinataires de celles-ci en perçoivent les effets.

Bruxelles est souvent décrite par les professionnels de l'action publique actifs sur son territoire comme un laboratoire des modes de gouvernement et de gouvernance. Le défi que cette section thématique se propose de relever sera d'apporter des réponses empiriques, méthodologiques et théoriques permettant de tester la véracité de cette définition et, le cas échéant, de lui apporter un contenu scientifique.

Les recherches présentées dans le cadre de la section thématique devraient traiter certains des éléments suivants :

- *Composantes de l'action publique* : élaboration, mise en oeuvre et effets.
- *Organisations* : cabinets politiques, administrations, organismes para-publics, organisations privées (entreprises, associations).
- *Institutions exerçant des compétences sur le territoire bruxellois* (à titre principal et/ou leurs modes d'articulation) : Région de Bruxelles-Capitale, dix-neuf communes bruxelloises, Communautés française (Fédération Wallonie-Bruxelles) et flamande, Commission communautaire commune (COCOM), autorités fédérales, Union européenne.
- *Secteurs d'activité* : économie, emploi, formation, enseignement, culture, logement, mobilité, cohésion sociale, etc.
- *Problématiques actuelles* : attentats terroristes, plan « Wathelet », afflux de réfugiés, tunnels...

Cependant, tous les objets et toutes les approches théoriques sont a priori bienvenus, de même que les méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes.

Une préférence sera donnée aux travaux innovants et valorisant en même temps les recherches existantes portant sur l'agglomération bruxelloise, son territoire et ses populations depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989.

Les chercheurs désireux de proposer une communication sont aussi invités à réfléchir à la manière dont leur propre travail pourrait enrichir les débats publics sur / à Bruxelles.

La discipline de référence pour cette section thématique sera la science politique. A condition de lier leur exposé aux principales orientations de cette discipline (notamment l'attention aux enjeux de pouvoir), des chercheurs issus de disciplines proches (sociologie, anthropologie, histoire...) sont également invités à déposer un projet de communication.

La langue principale des échanges sera le français. Les communications pourront être présentées en français et en anglais.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – Salle de réunion n°1 (bât.A - 3^e étage)

Président·e·: Alexandre Tandé

Discutant·e·s : Muriel Sacco et Jean-Paul Nassaux

Auteur·e·s	Titre
Legrand, Florent	La gouvernance des clusters en Région de Bruxelles-capitale
Tibbaut, Aurélie	Député régional et mandataire local : une confusion d'intérêts structurelle. Le cas de la limitation du cumul des mandats
Wunderle, Marcus	Quelles responsabilités politiques dans la gestion des tunnels bruxellois ?
Francou, Lionel	Les gardiens de la paix, la commune et la police : les aléas de la lutte contre le sentiment d'insécurité dans une commune bruxelloise

Deuxième panel de la section – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – Salle de réunion n°1 (bât.A - 3^e étage)

Président·e·: Jean-Paul Nassaux

Auteur·e·s	Titre
Zibouh, Fatima	Quelle politique de cohésion sociale à Bruxelles ?
Sacco, Muriel	De la gouvernance à Bruxelles : enseignements de l'analyse des politiques socio-urbaines menées à Bruxelles
Lenel, Emmanuelle	Saisir des processus décisionnels complexes dans le réaménagement des espaces publics par l'enquête de terrain

S28 - Autonomie, coordination et efficacité dans l'administration publique

Organisateur·trice·s: Moyson, Stéphane (UCL-Mons); Sabbe, Mathias (UCL-Mons)

Résumé

Ces vingt dernières années, de nombreuses réformes de nos administrations publiques s'inspirant de la « nouvelle gestion publique » se sont appuyées sur des transferts horizontaux et verticaux des pouvoirs de décision pour confier une plus grande liberté d'action à de nouveaux acteurs du secteur public (par ex. agences). Dans le même temps, l'influence d'acteurs plus traditionnels de l'administration sur la mise en œuvre de l'action publique a été identifiée. C'est le cas par exemple des fonctionnaires « au guichet » ou bien encore des autorités administratives vis-à-vis de leur autorité politique. La littérature en administration publique suggère toutefois que la (nouvelle) autonomie dont disposent ainsi ces acteurs contribue à la fragmentation du secteur public et soulève de nombreux défis liés à la coordination, au contrôle, et donc à l'efficacité de l'action publique. Cette section thématique présente un ensemble de papiers qui discutent ces défis et les analysent à partir de nouveaux secteurs et de méthodes innovantes.

Panel unique – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 11 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·s: Mathias Sabbe et Stéphane Moyson

Auteur·e·s	Titre
Sabbe, Mathias; Moyson, Stéphane; Schiffino, Nathalie	Street-level bureaucracy in prisons and probation services : A systematic literature review in public administration and criminology
Bécharde, Benoît	Le transfert stratégique de l'information dans les affaires d'État : Étude phénoménologique du cas québécois
Gallois, Florence; Raully, Amandine	La télémédecine au prisme du référentiel d'efficience des politiques publiques. Une cartographie de trois pays européens
Désprés; Gardon; Postic	L'instrumentation des politiques de l'environnement. L'exemple du contrôle et du suivi des MAFOR par les services déconcentrés

Organisateur·trice·s: Baudewyns, Pierre (UCL)

Résumé

Dans le cadre du septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique, cette section thématique aborde la thématique des enjeux électoraux. S'il est des dimensions essentielles dans de l'étude de possibles transformations étatiques, l'enjeu électoral en fait certainement partie, or les études électorales en Afrique et sur l'Afrique restent peu nombreuses. L'objectif de cette section thématique est d'offrir un forum où seront présentés et discutés des communications qui traitent tant des systèmes électoraux que des comportements électoraux dans différents cas africains.

Panel unique – Lundi 3 avril, 14h-16h30 – Salle de réunion n°3 (bât.A - RDC)

Président·e: Pierre Baudewyns

Auteur·e·s	Titre
Nathaniel, Kitty H	L'élection présidentielle de 2016 au Bénin : composition, décomposition et re-composition du champ politique
Ndimande, Jefferson	Personality traits of Opposition Party Leaders and Voter Preferences in Zimbabwe
Mbono, Stéphane Aloys	La souveraineté limitée des pays d'Afrique en matière électorale : rupture ou continuité avec l'avènement de la responsabilité de protéger ?
Bigombe Logo, Patrice	A quoi servent les élections pluralistes ? Esquisse d'analyse du sens du vote en Afrique

S30 - L'État face à ses transformations et action publique au 21ème siècle

Organisateur·trice·s: Vandeleene, Audrey (Lund University)

Résumé

L'action publique au 21ème siècle sera largement transformée par les transformations que va connaître l'État. Le septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique propose d'étudier ces changements en tenant compte d'un double mouvement : d'une part, vertical face à des processus de mondialisation et d'eupéanisation mais aussi de décentralisation et régionalisation, et d'autre part, horizontal avec la multiplication des acteurs participant à la fabrique des politiques publiques. Sur cette toile de fond, cette section thématique réunit des communications abordant les transformations de l'action publique au 21ème siècle.

Panel unique – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – Salle de réunion n°3 (bât.A - RDC)

Président·e: Audrey Vandeleene

Auteur·e·s	Titre
Tchingankong Yanou, Moïse	Énonciation ou instrumentation des politiques publiques au Cameroun ? L'encastrement de la feuille dans la pratique administrative
Pagano, Giuseppe; Vandernoot, Julien; Buchet, Antoine	La gouvernance « politique » et la « bonne gouvernance », deux termes incompatibles dans la gestion publique ?
Carrillo Nieto, Juan José	Quand l'État retraits qui prend sa place ? : Guerre et violence au Mexique du XXIe siècle
Toukea, Dieudonné	L'État face à la gouvernance des crises environnementales en Afrique Centrale: Entre « différenciation » et transformation de l'État
Bokalli, Emile Sedar	Outils de communication et gouvernance étatique au Cameroun
Dabila, Antony	L'armée française face aux nouvelles blessures de guerre : la réorganisation du Service de Santé des Armées autour des notions de blessure psychique et de « stress post-traumatique »

Organisateur·trice·s: Reuchamps, Min (UCL); Deruette, Serge (UMONS)

Résumé

Le septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique vise à étudier les transformations que connaît l'État et tenter d'appréhender leur impact. L'objectif de cette section thématique est de mettre en lien ces transformations étatiques et les dynamiques démocratiques, tant d'un point de vue historique que d'un point de vue contemporain. En retour, ces dynamiques démocratiques peuvent également influencer comme les structures étatiques évoluent. Dans cette perspective, cette section thématique réunit à la fois des papiers de théorie politique et des papiers ancrés dans des données empiriques.

Premier panel de la section – Lundi 3 avril, 10h-12h30 – 19 (bât.D - 1^{er} étage)

Président·e·s: Min Reuchamps et Serge Deruette

Auteur·e·s	Titre
Clouzet, Jean-François	Regards croisés des précurseurs du concept de la responsabilité de protéger sur la souveraineté de contrôle entre les XVII-XVIII ^e siècle : approche
Tamekamta, Zozime	L'intervention d'humanité dans le « jus ad bellum » : une comparaison entre Alberico Gentili et Hugo Grotius
Chouiref, Fatiha	Les projets de mobilité transfrontalière, un pouvoir actanciel de modification de la gouvernance de crise
Fankem	Lutte contre le terrorisme et restriction des droits de l'homme au Cameroun
Estève, Adrien	L'État algérien face aux Amazighs : bilan et perspectives de la gestion d'une

Deuxième panel de la section – Mardi 4 avril, 9h30-12h – W266

Président·e·s: Serge Deruette et Min Reuchamps

Auteur·e·s	Titre
Panikkar, Ashok	How to Get Off the Vicious Circle of Citizens' Low Participation
Velikanov, Cyril	The Dialogic Citizen – Creating a Culture of Democracy
Njutapwoui, Aboubakar Sidi	La « ruecratie », modalité pertinente de réinvention citoyenne de la démocratie en Afrique ?
Bille Kome, Daniel Claude	Démocratie participative et prévention des conflits politiques en Afrique francophone : le cas du Bénin
Nze Bekale, Ladislav	La réaction des citoyens comme forme d'Eco-démocratie : l'exemple de deux espaces camerounais de discussion en ligne

Tribune jeunes chercheurs

Session 1 (local W203 – 2^e étage)

Auteur·e·s	Titre
Simon Willocq	What Are the Causes of Voters' Indecision? A Comparative Study of Late Deciders in Western Democracies
Louise Hoon	The Eurosceptic voter in a two-dimensional ideological space
Yao Bédu	Portées et limites des commissions électorales nationales dans les pays en développement : cas de l'Afrique

Session 2 (local W204 – 2^e étage)

Auteur·e·s	Titre
Meryriem Quorchi	Crise de l'Etat : Quelle place pour la souveraineté étatique ?
Alphonse Tamekamta	L'Etat face à la crise alimentaire au septentrion au Cameroun
Edouard Bertrand Yogo	L'Etat fragile comme facteur d'ancrage du phénomène rebelle en Afrique centrale
Maria Imelda Robalino Gallegos	La spécialisation et la coordination dans la réforme structurelle du pouvoir exécutif en Équateur 2007-2016

Session 3 (W216 – 2^e étage)

Auteur·e·s	Titre
Kamilla Usmanova	La perception et la gestion des risques de sécurité en Asie centrale post-soviétique dans le contexte de la crise afghane. La position de la Russie
Dieudonné Toukea	La diplomatie camerounaise face au défi du changement climatique
Ana Milosevic	Terrorism, memory and dealing with a trauma. Spontaneous memorialization of the 2016 Brussels attacks
Fanny Deutcha	Politiques de genre dans l'action humanitaire : essai d'évaluation sociologique de l'efficacité de la prise en charge des réfugiés du terrorisme de Boko Haram par le HCR dans le camp de Minawao

Session 4 (W218 – 2^e étage)

Auteur·e·s	Titre
Aurélie Quintart	La protection du logement familial par le droit
Hadrien Macq	Repenser la participation publique en science et technologie à l’aune du concept de script
Stanley Germain	La professionnalisation des élites politiques haïtiennes (1990-2017) : la structuration d’une nouvelle élite du pouvoir ?

Session 5 (W220 – 2^e étage)

Auteur·e·s	Titre
Toussaint Kounoho	La construction du pluralisme politique en Afrique : une réflexion sur les dynamiques des champs politiques au Bénin et en Côte d’Ivoire
Magloire Ndongmo	Gouvernance des industries extractives et société civile au Cameroun. Une approche constructiviste de la gouvernance
Billy Kambala Luadio Tshikengela	Gestion locale des ressources naturelles dans le paysage autour du parc national de la Salonga en territoire de Monkoto, RD Congo

Photographies et enregistrements sonores — informations aux participant·e·s

Des photographies seront prises lors du septième Congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique (ABSP). Des enregistrements sonores seront également réalisés pendant les séances plénières.

Ces données pourraient être utilisées à des fins de promotion de l'ABSP, notamment sur son site internet. Les participant·e·s qui ne souhaitent pas qu'il soit fait usage de leurs images et/ou de leurs sons, sont prié·e·s de le signaler par courriel à l'adresse : absp@uclouvain.be